

Registre des délibérations - décisions

TOME VII

SEANCE PUBLIQUE DU:

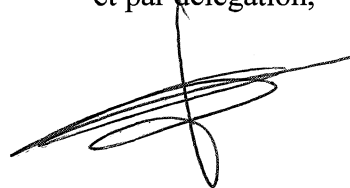
Lundi 26 mars 2012

Le présent registre contenant 169 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 27/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte une lecture de Brigitte Fontaine, produite par la Compagnie Astérios, qui se déroulera le 7 février 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle Brigitte Fontaine – Lecture, pour un montant de 6 500.00 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge l'hébergement et les repas de l'équipe technique du spectacle ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/02/2012

Notifiée le :

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE
(article 279. B. bis du CGI)

ENTRE LES SOUSSIGNES :

RAISON SOCIALE DE L'ENTREPRISE : Astérios Spectacles

Numéro SIRET : 484 577 754 000 19 APE : 9001Z

Adresse : 68 rue de la Folie Méricourt, 75011 Paris

Téléphone : 01 53 36 04 70

Représentée par Olivier Poubelle

Qualité : Gérant

Titulaire des licences 2-1051237 / 3-1051238

Ci après dénommée "le PRODUCTEUR", d'une part,

ET :

RAISON SOCIALE DE L'ENTREPRISE : Ville de Montpellier

Numéro S.I.R.E.T.: 213 401 72 20 0011 - Code NAF : 8411Z

Numéro licence : 1-1030066/3-1027742

Adresse : 34000 Montpellier

Téléphone :

Représentée par Hélène Mandroux Qualité : Maire

Ci-après dénommée " L'ORGANISATEUR", d'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

A- Le PRODUCTEUR dispose du droit d'exploitation en France (ou dans le pays concerné par la tournée) du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires à sa présentation :

Nom de l'Artiste ou du Groupe : **Brigitte Fontaine - lecture**

Durée du spectacle : **1H15** environ.

B- L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité, dispose d'une licence d'entrepreneur de spectacles (ou en est légalement dispensé) et certifie s'être assuré de la disposition de la salle ou du lieu suivant (nom et adresse précise):

Théâtre Jean Vilar
155 rue de Bologne, 34000 Montpellier

dont le PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

Le PRODUCTEUR et l'ORGANISATEUR collaborent pour réaliser le spectacle précité, dans le seul cadre des présentes qui ne constituent aucune forme d'association ou de société entre les parties.

CECI EXPOSE , IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation de ce spectacle, une représentation, sur le lieu précité le

mardi 7 février 2012 - 20H

Autres groupes ou artistes : **NON -**

Balances **Brigitte Fontaine** : (dans le cas où les horaires de balances ne sont pas fixés au moment de la rédaction du contrat ou venaient à être modifiés, ils devront être soumis au PRODUCTEUR pour accord).

ARTICLE 2 - PRIX

Le Producteur certifie que le spectacle, objet de ce présent contrat, aura été représenté moins de 141 fois.

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR sur présentation de facture, en contrepartie de la présente cession, la somme de:

Cession HT :	6 500,00 €
Frais de transport HT :	0,00 €
Défraiements (0 fois 0,00 €) HT:	0,00 €
Divers:	€
Montant total HT :	6 500,00 €
TVA 7,00 % :	455,00 €
Montant total TTC :	6 955,00 €

Somme totale TTC en toutes lettres : **six mille neuf cent cinquante cinq**

ARTICLE 3 - PAIEMENT

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR (cf Article 2) sera effectué par **Mandat Administratif** établi à l'ordre de Astérios Spectacles :

- soit **6 955,00 € TTC** une heure avant l'entrée des artistes en scène. Dans le cas d'un paiement par virement ou mandat administratif, l'ORGANISATEUR devra remettre au régisseur une copie de la preuve de virement / mandatement.

De plus, en cas de virement, les frais bancaires sont à la charge de l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 4 - PRIX DES PLACES- CAPACITE

Le spectacle n'est pas gratuit, il fera l'objet d'une billetterie payante, faute de quoi l'ORGANISATEUR s'engage à verser un complément de prix égal à 3,5% du prix de cession hors taxe.

Le prix des places est fixé à :

-15 € -11€

Dans le cas où les prix des places ne sont pas connus au moment de la rédaction du contrat ou sont erronés ou incomplets, l'ORGANISATEUR devra indiquer ici TOUS les prix de places existants et les différentes catégories afférentes.

La capacité maximale de la salle est de : **378 places assises**. L'ORGANISATEUR veillera à ce que les normes de sécurité de capacité d'accueil de la salle soit impérativement respectées.

En cas de matériels nécessaires à la bonne représentation du spectacle (console son, lumière ou autres) installés en salle, l'ORGANISATEUR réduira en fonction le nombre de places disponibles.

ARTICLE 5 - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Hébergement : pour 3 personnes le 6 février 2012 et 5 personnes le 7 février 2012, à la charge de l'Organisateur. Les modalités d'hébergement sont précisées dans le contrat technique.

Repas : 3 repas du soir le 6 février 2012 et 5 repas du midi et 5 repas du soir le 7 février 2012, à la charge de l'Organisateur. Les modalités de restauration sont précisées dans le contrat technique.

Transferts : L'Organisateur assurera les transports aux arrivées et aux départs du groupe (gare ou aéroport proche du lieu du spectacle) pour 5 personnes et assurera l'ensemble des transferts durant le séjour du groupe.

Catering : un catering pour 5 personnes fourni par l'ORGANISATEUR (voir contrat technique) sera à la disposition du groupe au moment de la balance, dans les loges ou à proximité de la scène.

Invitations : 10 invitations par représentation seront laissées à la disposition du PRODUCTEUR. La liste de ces invitations sera fournie le jour de la représentation.

Affiches : le PRODUCTEUR fournira les affiches (quantités et tarifs à voir avec la production).

Communication : le PRODUCTEUR fournira un dossier de presse, deux photos et un CD de l'artiste. Les documents écrits ou sonores supplémentaires sont à demander à la production.

Mentions obligatoires sur les documents de communication :

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle. Sous réserves des traités et accords internationaux, il est rappelé que les salaires versés par le PRODUCTEUR sont soumis aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles applicables aux salariés employés par des entreprises de la même branche établie en France, en matière de rémunération, durée de travail, conditions de travail et congés.

Le PRODUCTEUR fournira le contrat technique du spectacle avec le présent contrat.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche, en respectant le contrat technique du spectacle fourni par le PRODUCTEUR, y compris le personnel nécessaire aux déchargement et rechargement, aux montage et démontage, et au service des représentations. Il assurera en outre le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité. En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales de ce personnel.

Il sera responsable de la demande et de l'obtention des autorisations administratives permettant les représentations. L'ORGANISATEUR garantit le PRODUCTEUR contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont il a la charge.

L'ORGANISATEUR s'assurera de la mise en place, en qualité et en nombre, des services et personnels de contrôle, de sécurité, secours médical, voirie, nécessaires à l'accueil et à la sécurité du public et du spectacle.

ARTICLE 8 - DROITS D'AUTEUR - IMPÔT SUR LES SPECTACLES (TAXE FISCALE)

LE PRODUCTEUR assurera les déclarations liées au spectacle auprès des sociétés d'auteurs et précisera l'identité de son cocontractant.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge le versement des droits d'auteur (y compris les droits éventuels de mise en scène) ainsi que l'impôt sur les spectacles (ancienne taxe parafiscale).

ARTICLE 9 - CONTRAT TECHNIQUE

Le PRODUCTEUR fournit en annexe au présent contrat un contrat technique précisant les conditions techniques générales prévisionnelles du spectacle. Le contrat technique fait partie intégrante du présent contrat. **IL DOIT ETRE RETOURNE SIGNE PAR L'ORGANISATEUR AVEC LE PRESENT CONTRAT.**

ARTICLE 10 - MONTAGE-DEMONTAGE-REPETITIONS

Tous les matériels (scène, sonorisation, éclairage, backline, etc...) et personnels demandés dans le contrat technique seront fournis par L'ORGANISATEUR. L'ORGANISATEUR tiendra le lieu de représentation à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **mardi 7 février 2012**, pour permettre d'effectuer le montage, les réglages et d'éventuels raccords. En cas de prémontage demandé à l'ORGANISATEUR, il s'y conformera selon les dispositions du contrat technique. Le démontage et le rechargement s'effectueront à l'issue de la dernière représentation.

ARTICLE 11 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR SUR LE BRUIT

Les deux cocontractants sont informés des dispositions contenues dans le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée et s'engagent à les respecter chacun pour ce qui les concerne.

Les responsabilités seront engagées et déterminées sur le fondement du lien de subordination juridique selon les conditions prévues à l'article L 120-3 du code du travail, sur le fondement des articles 1382 et 1383 du code civil, ainsi que sur le fondement, notamment, de l'article 131-41 du code pénal, prévu dans le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998, et de l'article 223-1 du code pénal.

ARTICLE 12 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION - DOCUMENT UNIQUE ET PLAN DE PREVENTION

Les Parties déclarent avoir connaissance des obligations qui leur incombent en matière de sécurité du travail en vertu notamment du décret du 20 février 1992 relatif à la prévention des risques professionnels encourus par les salariés de plusieurs employeurs en cas de coactivité, et qui prévoit l'élaboration commune d'un plan de prévention.

A ce titre, les parties conviennent ce qui suit :

- La Salle s'engage à adresser au PRODUCTEUR, dans les meilleurs délais à compter de la signature des présentes, un plan de prévention qu'elle aura pré-rempli en fonction de son cahier des charges, des obligations qui lui incombent en vertu du présent contrat, et de l'activité de ses salariés pour exécuter ces obligations.

- Le PRODUCTEUR s'engage à adresser à l'ORGANISATEUR la fiche technique du spectacle dans les 30 jours au plus tard avant la représentation.

- Le PRODUCTEUR complète le plan de prévention en mentionnant les risques supplémentaires liés à son spectacle.

- Les deux parties se concertent pour réévaluer les risques identifiés et prévoir les mesures de prévention adéquates.

Après signature/validation par les deux parties, le plan de prévention sera annexé au présent contrat dont il sera partie intégrante.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Le PRODUCTEUR devra faire son affaire personnelle de souscrire toute police d'assurances pour les risques lui incombant.

L'ORGANISATEUR devra faire son affaire personnelle de souscrire toute police d'assurances (matériel, annulation de spectacles, spectacles en plein air, responsabilité civile, dommages à salle de spectacle et alentours, ...) pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle et renoncera à tous recours, ainsi que ses compagnies d'assurances, contre le PRODUCTEUR afin que ce dernier ne puisse pas être inquiété.

ARTICLE 14 - ENREGISTREMENT-DIFFUSION

Tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations, objet du présent contrat, nécessitera un accord écrit particulier du PRODUCTEUR. L'ORGANISATEUR sera responsable de faire respecter par tous tiers y compris les membres du public, les interdictions de captation du spectacle par tous procédés photographiques ou d'enregistrement sonores et/ou visuels. Il demeure entendu, si le PRODUCTEUR envisage de procéder à la captation et l'exploitation d'enregistrement sonore et/ou visuel du spectacle, qu'il sera en mesure de le faire à son seul arbitre et bénéfice, ce dont l'ORGANISATEUR le garantit, en son nom et celui des salles retenues, ainsi que d'éventuels sous-traitants. Le PRODUCTEUR fera son affaire de toutes les dépenses afférentes à cet enregistrement.

ARTICLE 15 - VENTES ANNEXES-MERCHANDISING

Sauf en cas d'accord particulier avec le PRODUCTEUR, l'ORGANISATEUR gardera le bénéfice des ventes de boissons et de nourriture, toutefois il s'engage à ce que les prix pratiqués restent raisonnables. Les boissons devront être impérativement servies dans des gobelets en plastique.

L'ORGANISATEUR accepte de fournir sans frais pour le PRODUCTEUR un emplacement pour la vente de produits dérivés (tee shirt, CD,...). La localisation et la dimension de cet emplacement seront appropriées à la circulation du public et le stand sera équipé de tables et chaises. Cet endroit sera éclairé. Aucune vente des mêmes produits dérivés, autre que celle du PRODUCTEUR, ne sera acceptée.

ARTICLE 16 - PROMOTION

En matière de promotion et impression de tout document, l'ORGANISATEUR devra respecter dans la communication qu'il réalise, l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires. Toute requête en vue d'interview de l'artiste ou de participation à une émission devra être communiquée à l'avance pour décision au PRODUCTEUR.

Pour toute autre exploitation de l'image de l'artiste, sous quelle que forme que ce soit, l'ORGANISATEUR devra obtenir l'accord préalable du PRODUCTEUR.

Aucune enseigne de partenaires médiatiques ou commerciaux autre que celle contractuellement agréée par le PRODUCTEUR ne pourra apparaître devant et dans la salle, sur la scène, les enceintes de diffusion, les affiches, les billets, les bandeaux et les programmes. En cas de parrainage par des médias nationaux, l'ORGANISATEUR s'engage à respecter ce parrainage.

Partenariats du PRODUCTEUR:

Partenariats de l'ORGANISATEUR:

ARTICLE 17 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure, y compris la maladie de l'artiste. Toute annulation venant du PRODUCTEUR entraînera l'obligation de verser à l'ORGANISATEUR le montant des frais engagés. Ce remboursement se fera dans la limite du montant du contrat et sans pouvoir dépasser le montant du cachet, sur présentation de factures. Toute annulation du fait de l'ORGANISATEUR entraînera l'obligation de verser au PRODUCTEUR une indemnité égale au montant du contrat, ainsi que les remboursements de frais engagés de transports, d'hébergement et restauration du groupe.

Si l'ORGANISATEUR n'a pas prévu de scène couverte dans le cadre d'un spectacle en plein air, le PRODUCTEUR aura le droit d'annuler le spectacle en cas d'intempérie. En cas d'annulation d'un spectacle en plein air pour des raisons météorologiques, l'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR l'ensemble des sommes défini à l'article 2.

Si pour quelques raisons que ce soit, le lieu ou la date de la représentation devait être modifié, le nouveau lieu ou la nouvelle date ne pourra être décidé qu'en accord avec l'artiste ou son représentant dûment mandaté. Si un désaccord devait subsister, celui-ci entraînerait la résiliation de plein droit du contrat du fait de l'ORGANISATEUR et l'application de l'indemnité définie ci dessus.

ARTICLE 18 - COMPÉTENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Paris mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc ...).

Ce contrat est fait en deux exemplaires. Les 2 exemplaires devront être retournés à Astérios Spectacles, 68 rue de la Folle Méricourt, 75011 Paris, paraphés à toutes les pages, signés en page 4 et tamponnés du cachet de l'Organisateur, ne comporter ni ajout ni rature qui ne soit signé par les deux parties.

Pour être considéré comme valables et sous peine de nullité de plein droit, tous les exemplaires du présent contrat devront être parvenus paraphés, signés et accompagnés d'un exemplaire du contrat technique paraphé à toutes les pages et signé, avant le : jeudi 16 février 2012.

Nombre de mots rayés nuls:

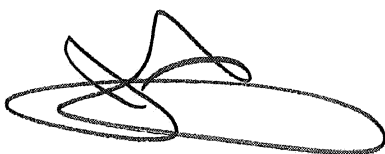
Nombre de mots ajoutés:

Fait à Paris en deux exemplaires

Le : 26/01/2012

LE PRODUCTEUR

L'ORGANISATEUR
(cachet obligatoire)



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété BONNARIC
8, rue du Faubourg de la Saunerie
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2006 portant création de la Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager quartier Gambetta – Figuerolles – Clémenceau;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 14 décembre 2011, Madame Valentine BONNARIC a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 8 rue du Faubourg de la Saunerie et cadastrée section HW 219, au prix de 290.000 €.
- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Développement de modules pour la solution
Petite Enfance**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire la réalisation de développement d'applications informatiques pour la solution Petite Enfance, en collaboration avec un chef de projet applicatif du service Etudes et Conceptions Informatiques de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 21 décembre 2011, la société BULL Amesys Conseil a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société BULL Amesys Conseil sise 396 rue du Mas de Verchant – Bâtiment Archimède – 34000 MONTPELLIER pour une durée d'un an à compter de la date de notification, pour un montant minimum de 20 000 € HT et un maximum de 80 000 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, nature 6188, fonction 920 204.

Montpellier, le 22/02/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/02/2012

Notifiée le :





**Décision modificative concernant le marché qui lie la
Ville de MONTPELLIER au Groupement Société
ALTERMUSEO, mandataire, associée à
ANAMNESIA et AP' CULTURE**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics ;

Considérant :

- qu'un marché à procédure adaptée a été conclu pour un montant de 85 950 Euros HT le 16 mai 2011 avec le groupement d'entreprises ALTERMUSEO (mandataire)/ANAMNESIA/AP' CULTURE pour la mission d'élaboration du storyboard pour la définition du contenu muséographique de la Cité Hippocrate (Cité du Corps Humain)

- qu'il est apparu nécessaire d'intégrer dans le film de présentation de la Cité du Corps Humain l'enregistrement de la voix off française et le sous titrage anglais incluant la traduction et l'adaptation et de prendre en compte dans le rendu final du titulaire l'évolution du contenu du scénario ;

Décide en conséquence :

-D'augmenter le montant du contrat de 2 900 € HT par voie d'avenant pour l'intégration dans le film de présentation de la Cité du Corps Humain l'enregistrement de la voix off française et le sous titrage anglais incluant la traduction et l'adaptation,

Le montant du contrat est porté à 88 850 € H.T

-D'augmenter de deux mois la durée d'exécution du marché afin de permettre au groupement d'entreprises titulaire de finaliser la mission ; l'exécution des prestations devant s'achever à la fin du mois de février 2012.

Montpellier, le 20 02 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
Délégué

Jacques TOUCHON

Publiée le : 22/2/2012
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : Groupement Société ALTERMUSEO, mandataire, associée à ANAMNESIA et AP' CULTURE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Mission d'élaboration du STORYBOARD pour la définition du contenu muséographique de la Cité Hippocrate (Cité du Corps Humain)

N° du marché : marché à procédure adapté n° OM 1085

Notifié le : 16 mai 2011

Montant initial du marché :

85 950 Euros HT

- | | |
|--|------------------------|
| - Montant tranche ferme : | 72 450 Euros HT |
| - Montant de la tranche conditionnelle : | 13 000 Euros HT |

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :/...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Afin de fournir à la société ANAMNESIA, membre du groupement piloté par la société ALTERMUSEO, les moyens d'intégrer dans le film de présentation de la Cité du Corps Humain l'enregistrement de la voix off française et le sous titrage anglais incluant la traduction et l'adaptation, non prévu dans le contrat initial.

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **2900€ H.T.**

Le montant du contrat est donc porté à **88 850€ H.T** soit une augmentation de **3.37 %** par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Le présent avenant a également pour objet d'augmenter de deux mois la durée d'exécution du marché pour le motif suivant :

Afin de permettre au groupement d'intégrer dans le rendu final (scénario muséographique général et film) l'évolution de la commande décidée par la maîtrise d'ouvrage : la commande initiale était de concevoir un scénario muséographique proposant un voyage extraordinaire à l'intérieur du corps humain. La MO demandait désormais au groupement de concevoir un scénario muséographique invitant à une exploration du corps humain qui croise les regards et les expériences grâce aux trois entrées essentielles et indissociables que sont les arts, les sciences et la société.

Le marché devra être finalisé à la fin du mois de février 2012.

ARTICLE 4:

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le 10 janvier 2012

L'entrepreneur,

Madame Nadine SALABERT



ALTERMUSEO

8, impasse Druinot – 75012 Paris

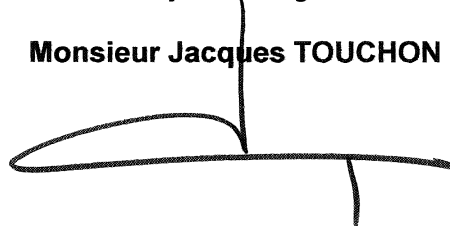
Tél : 33 (0)1 43 45 12 16

Fax : 33 (0)1 44 68 03 54

RCS PARIS 445 253 909 – APE 7022Z

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

Monsieur Jacques TOUCHON



E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A Montpellier, le 20 02 2012

Assurance
Responsabilité de la commune
Affaire PUJALTE
□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que Madame PUJALTE a été victime d'une chute le 10 avril 2009, boulevard SARAIL ;
- que Madame PUJALTE impute à la ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- de défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du faubourg Poissonnière – 75009 PARIS et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 17/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 20/02/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Mise en oeuvre technique d'une manifestation
culturelle dans l'espace public (ZAT Celleneuve 2012)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville organise en avril 2012 la quatrième édition de la manifestation ZAT ! Zone Artistique Temporaire, dans le quartier Celleneuve ;
- Que l'ampleur de cette manifestation exige la mise en place d'une régie technique et d'un accompagnement à la production ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 9 janvier 2012, l'association Illusion et Macadam a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'association Illusion et Macadam, 14 rue du Faubourg Saint Jaume, 34 000 Montpellier, pour un montant maximum de 190 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/02/2012

Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar
**Conventions d'interventions artistiques pour
interventions en milieu scolaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'une des actions en milieu scolaire du théâtre Jean Vilar consiste en la mise en place de projets de pratique théâtrale, en partenariat avec des compagnies de théâtre ;
- Qu'il convient de formaliser les conventions avec ces compagnies ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ces conventions, compte tenu de leur montant, peuvent être passées sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les conventions d'interventions artistiques, jointes en annexe, avec les compagnies L'Insolente (pour un montant de 960 €), Théâtre Hirsute (pour un montant de 1248 €) et U Structure Nouvelle (pour un montant de 1284.28 €) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/21/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 21/21/2012

Notifiée le :

CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés

Cie L'Insolente

14 rue Dom Vaissette

34000 Montpellier

Siret : 523 008 019 00011

Code APE : 9001 Z

Licence de spectacle : N° 2-1038325

Représentée par Madame Huguette MAZELIER
en qualité de Présidente, détentrice de la licence
d'entrepreneur de spectacle, et habilitée aux fins des
présentes par le conseil d'administration de l'association.
Ci - après dénommé d'une part " L' Entrepreneur "

ET :

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : martine.compan@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,
agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil
Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à
Madame le Maire ci-après désignée par le terme
"l'organisateur", d'autre part

Préambule :

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail, des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par
projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de
pratique théâtrale dans le cadre de l'Option facultative théâtre au lycée Victor Hugo à Lunel.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : lycée Victor Hugo à Lunel

Dates de l'intervention : 13 décembre 2011 et les 10, 17, 24 et 31 janvier 2012

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et
l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il
assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises
(AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant
ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la
responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme
de 960 € (20 HEURES x 48 €)

En toutes lettres : NEUF CENT SOIXANTE EUROS

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte
(joindre un RIB)



Montpellier mille et une vies

THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier

Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65

<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

1214

**THEATRE
JEAN VILAR**

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

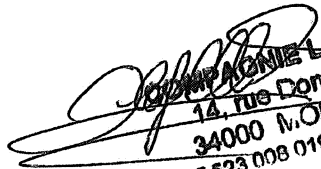
Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur*


COMPAGNIE L'INSOLENTE
14, rue Dom Valette
34000 MONTPELLIER
SIRET 523 008 019 00011 - APE 90017

L'Organisateur*

La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(*) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"



Montpellier mille et une vies

THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier
Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65
<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>



CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés

Cie Théâtre Hirsute

9 rue de Metz
34000 Montpellier

Siret : 334 769 502 00033 / APE : 9001 Z
Licence de spectacle : N° 1018032 (2^{ème} catégorie)/1018031 (3^{ème} catégorie)
Représenté par Pascal Gallard
en qualité de président, détenteur de la licence
d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des
présentes par le conseil d'administration de
l'association.

Ci - après dénommé d'une part "**L' Entrepreneur**"

ET :

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65
Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX,
Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération
du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009
relative aux délégations consenties par le Conseil
Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par
le terme "**l'organisateur**", d'autre part

Préambule :

En vertu des articles L. 122-1-1 3^{ème} et 762-1 du code du travail, des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de pratique théâtrale dans le cadre de l'Option facultative théâtre au lycée Victor Hugo à Lunel.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : Théâtre Jean Vilar à Montpellier

Dates de l'intervention : **lundi 27 février 2012 et lundi 14 mai 2012 au théâtre Jean Vilar**
6 et 13 décembre 2011 au lycée Victor Hugo
3, 10, 17, 24 et 31 janvier et 7 et 28 février 2012 au lycée Victor Hugo

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises (AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme de **1248 € (26 HEURES x 48 €)**

En toutes lettres : **MILLE DEUX CENT QUARANTE-HUIT EUROS**

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte (joindre un RIB)

**THEATRE
JEAN VILAR**

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur*
Lu et Approuvé

THEATRE HIRSUTE
~~Siège social : 17 bis, rue de la Douane~~
~~34200 CÈZE~~
Bureau : 9, rue de Metz
34070 MONTPELLIER
Tél. 04 67 54 37 71

L'Organisateur*
La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(*) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "



CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés
Cie U-structurenouvelle
7/9 rue François Périer
34070 Montpellier

Siret : 484 669 270 000151 / APE : 9001 Z
Licence de spectacle : N° 2- 1020710
Représenté par Pierre SEME
en qualité de Président, détenteur de la licence
d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des
présentes par le conseil d'administration de l'association.
Ci - après dénommé d'une part " **L' Entrepreneur** "

ET :

La Ville de Montpellier
Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65
Email : martine.compan@ville-montpellier.fr
SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z
Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742
Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,
agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil
Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à
Madame le Maire ci-après désignée par le terme
"l'organisateur", d'autre part

Préambule :

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail, des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par
projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de
pratique théâtrale dans le cadre de La Cour des Arts.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : au lycée Jules Guesde et au Théâtre Jean Vilar à Montpellier

Dates de l'intervention : **mercredi 30 novembre 2011**

samedi 12 et dimanche 13 mai 2012

lundi 21 et mardi 22 mai 2012

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et
l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il
assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises
(AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant
ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la
responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme
de **1536 € (32 HEURES X 48 €)**

En toutes lettres : **MILLE CINQ CENT TRENTE-SIX EUROS**

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte
(joindre un RIB)



THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier
Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65
<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

**THEATRE
JEAN VILAR**

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.


Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur*


U-STRUCTURENOUVELLE
7/9, Rue François Poirier
34070 MONTPELLIER - Tél. 04 67 01 15 56
contact@u-structurenouvelle.org
SIRET 484 660 270 00015 - APE 9001 Z

L'Organisateur*

La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(*) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"

**MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SCI DE LA GOULE
48, rue de l'Université - lots 1 à 4
Exercice du droit de préemption**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
 - Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 21 décembre 2011, la SCI DE LA GOULE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner trois locaux commerciaux et un appartement, constituant les lots 1 à 4 de la copropriété située 48 rue de l'Université et cadastrée section HP 455 et 458, au prix de 330.000 €.
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,
 - qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,
- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus,

- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003,

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II,

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle de la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI DE LA GOULE, située 48 rue de l'Université, et cadastrée section HP 455 et 458, au prix de 330.000 €;

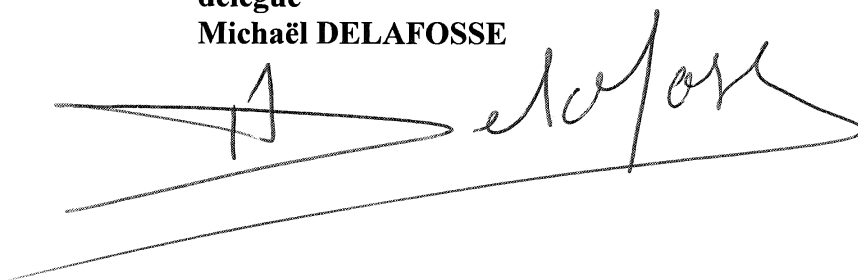
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 21/02/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 22/02/2012

Notifiée le :





**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour l'achat de matériels spécifiques pour les
archives de la Ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériels spécifiques pour les archives de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M511-2), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 24/11/2011, la société SA Michel CAUCHARD, 75011 PARIS, pour le lot 1 (boîtes de conditionnement spécifiques pour les archives anciennes), la société SPECICLASS, 04510 LE CHAFFAUT, pour le lot 2 (boîtes de conditionnement spécifiques pour les archives modernes), la société ATLANTIS, 93 160 NOISY LE GRAND, pour le lot 3 (fournitures de conditionnement pour les archives), ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
 - SA Michel CAUCHARD pour le lot 1, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 5 000 € HT,
 - Société SPECICLASS pour le lot 2, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 3 000 € HT,
 - Société ATLANTIS pour le lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 7 000 € HT,
- pour une durée de deux ans à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6064, tous chapitres.
 - D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/2/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22/2/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une insertion presse pour la
campagne Brigade Propreté**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour faire une insertion presse dans leur journal;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 09/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Midimédia a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Midimédia pour un montant de 8 808.90 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/2/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la réalisation d'un observatoire sur le
journal "Tip-Top"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour mener une étude de satisfaction à propos de son journal municipal « Tip-Top » à destination des jeunes de 14 à 29 ans ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 17/01/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Marketing Méditerranée a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Marketing Méditerranée pour un montant maxi de 13 984 €;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 924.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'insertions presse suite à la campagne
New York Times**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir des prestataires pour faire une insertion presse dans leurs journaux, revues, magazines... ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 26/01/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Nouvel Observateur a présenté deux offres économiquement avantageuses;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Nouvel Observateur pour un montant de 6 000 HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'un affichage**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de la campagne d'affichage, suite à la désignation de la Ville de Montpellier comme site touristique à visiter en 2012 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 18/01/2012; et conformément aux article 28 et 30 du code des Marchés Publics, la société Devisu a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Devisu pour un montant de 5 100 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'insertions presse suite à la campagne
New York Times**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir des prestataires pour faire une insertion presse dans leurs journaux, revues, magazines;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 07/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Largadère Métropoles a présenté une offre économiquement avantageuse;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 06/02/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Midimédia a présenté une offre économiquement avantageuse;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 31/01/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Airport Communication a présenté une offre économiquement avantageuse;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 28/01/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Le Petit Futé a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité a Largadère pour un montant de 22 969.18 € TTC ;
- D'attribuer le marché précité a Midimédia pour un montant de 11 784.21 € TTC ;
- D'attribuer le marché précité a Airport Communication pour un montant de 7 911.54 € TTC ;
- D'attribuer le marché précité au Petit Futé pour un montant de 5 283 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une campagne d'affichage**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour des prestations en vue de la campagne d'affichage, suite à la désignation de la Ville de Montpellier comme site touristique à visiter en 2012 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 06/02/2012; et conformément aux article 28 et 30 du code des Marchés Publics, la société Médiaffiche a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Médiaffiche pour un montant de 7 560€ HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'impressions numérique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vu de réaliser des impressions numériques en petit nombre ;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 08/02/2012; et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société MédiaFab a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la Société Média Fab pour un montant minimum de 358.80 HT et un montant maximum de 500 HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section Fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue de la location d'une salle pour 8
personnes**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la location d'une salle en vue d'un séminaire pour 8 personnes;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 22/02/2012; et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le Café Joseph a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au Café Joseph pour un montant de 600€ TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/2/2012

Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0078
52109

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue de la diffusion d'une séance du Conseil
Municipal**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour retransmettre sur Internet et Smartphone une séance du Conseil Municipal;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 23/01/2012; et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la SARL Alibitivi-Prod a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la SARL Alibitivi-Prod pour un montant de 3 972 HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 29/2/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012
Notifiée le :

Quartier de la Mosson
**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
plan de synthèse des réseaux et déviations

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'un plan de synthèse des réseaux et déviations sur le parc relais tramway existant du quartier de la Mosson,
- qu'à la suite de l'acceptation du devis présenté par EGIS France conformément à l'article 28 du code des marchés Publics,

Décide en conséquence :


- d'attribuer le marché précité au bureau d'études EGIS France pour un montant de 4 000 € HT pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.

Montpellier, le 02/03/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 05/03/2012

Notifiée le :



**Commande publique
Engagements frais de géomètres
sans publicité ni mise en concurrence**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation de signature n° 2011/2209/T/R du 02/09/2011 et notamment l'article 3, qui permet à Monsieur Michaël DELAFOSSE de signer tous les marchés et les engagements des dépenses relevant de ses domaines de compétences,

Considérant :

- Que dans la cadre des acquisitions foncières, il est parfois nécessaire de procéder à la réalisation de documents d'arpentage par un géomètre, pour créer la parcelle à acquérir,
- Que les promoteurs ou sociétés immobilières ont recours à des géomètres dans le cadre de leurs opérations immobilières,
- Que les plans établis permettent d'identifier les emprises qui feront l'objet d'une cession à la Ville,
- Qu'il convient de solliciter les géomètres, qui ont déjà travaillé sur l'unité foncière, pour réaliser les documents d'arpentage,
- Que le Cabinet de géomètres Bottraud a déjà établi tous les relevés sur le site de l'ancien tri postal, boulevard de la Perruque,
- Que le Cabinet de géomètres Siragusa a déjà établi tous les relevés sur l'opération d'Urbat rue du Marché Gare,
- Que le Cabinet de géomètres Siragusa a déjà établi tous les relevés sur l'opération de logements sociaux rue Henri Sellier

Décide en conséquence :

- D'autoriser l'engagement d'une dépense d'un montant de 239.20 € TTC au profit du Cabinet Bottraud pour la réalisation du document d'arpentage boulevard de la Perruque,
- D'autoriser l'engagement d'une dépense d'un montant de 299 € TTC au profit du Cabinet Siragusa pour la réalisation du document d'arpentage rue du Marché Gare,
- D'autoriser l'engagement d'une dépense d'un montant de 299 € TTC au profit du Cabinet Siragusa pour la réalisation du document d'arpentage rue Henri Sellier.

Montpellier, le 27/02/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 28/02/2012
Notifiée le :



Assurance
Sinistre incendie stade Claude BEAL
Acceptation d'indemnité de sinistre
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'à la suite du sinistre incendie survenu le 17 mars 2010 au stade Claude BEAL, les négociations menées avec l'aide du cabinet GALTIER, expert de la Ville et le cabinet ELEX, expert de la compagnie d'assurance SMACL ont abouti à une proposition d'indemnité de 67 728,00 euros incluant notamment les honoraires d'expert pour un montant de 5 839,14 euros ;
- que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- d'accepter le montant d'indemnité telle que précisée dans la lettre d'acceptation pour un montant de 67 728,00 euros ;
- de signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/03/2012

Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité
Cession de bail commercial
Propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER
26 rue du Faubourg du Courreau
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 28 décembre 2011, la Société ORTHOPEDIE RICHTER a souscrit une déclaration de cession d'un bail commercial, dont l'activité actuelle est l'orthopédie générale, situé 26 rue du Faubourg du Courreau et cadastrée section BX0450, au prix de 30.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession.

En effet, ce local se compose de trois vitrines et développe un linéaire important (environ 16 m). Il peut être divisé en deux ou trois locaux (si le bail prévoit la sous-location) et semble être dans un bon état général.

L'activité projetée par l'acquéreur de ce bail n'apporterait aucune diversité à l'offre commerciale existante dans la rue et le quartier.

De plus, le libellé de l'activité projetée est particulièrement large, voire ambiguë. Cela peut entraîner une offre pléthorique de nature à créer une distorsion dans la concurrence entre les commerces existants.

La SERM, au travers d'actions sur l'immobilier au n° 6 de la rue du Faubourg du Courreau (trois locaux), au 19 (2 locaux), au 40 (un local), au 7 (deux locaux) et au 49 (deux locaux), se prépare à la mise en place d'une composition commerciale variée destinée à créer un effet de levier qualitatif.

Cet effet serait limité si une activité n'apportant pas de novation dans l'offre commerciale de la rue s'implantait à cet emplacement. Dans le prolongement des actions entreprises sur le quartier et notamment sur le renouveau d'une offre commerciale nouvelle, variée, qualitative et complémentaire à l'offre présente, il semble nécessaire de pouvoir agir sur l'occupation commerciale des locaux.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société ORTHOPEDIE RICHTER, située 26 rue du Faubourg du Courreau, et cadastrée section BX0450, au prix proposé dans la déclaration soit 30.000 €;
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le

21 FEV. 2012

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le :

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue de réservation d'un nom de domaine
sur Internet**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de réserver un nom de domaine sur Internet;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 27/01/2012; et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le Groupe MIT a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à le Groupe MIT pour un montant minimum de 1 255.80 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section Fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une insertion presse suite à la
campagne New York Times**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir le prestataire pour faire une insertion presse dans leur journal ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 21/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Le New York Times a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au New York Times pour un montant de 5 582.83 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une traduction**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour une traduction en anglais des fiches biographiques et descriptives pour un projet de plaquette d'architecture;

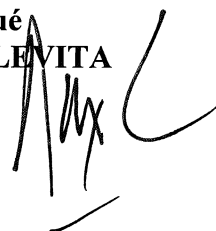
Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 07/02/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, la société SCOP Energies Alternatives a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SCOP Energies Alternatives pour un montant HT de 465 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section Fonctionnement, chapitre 923.

Montpellier, le 29/02/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 01/02/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une impression sur Toile Lycra**

52350

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire en vue de réaliser une impression sur toile lycra, en vue du marathon ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 27/02/2012; et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Eyes Up a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la Société Eyes Up pour un montant de 676.94 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section Fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une étude de faisabilité et de stabilité de
la structure et détermination des coûts pour les écoles
élémentaires Boulloche et Daubié.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une étude de faisabilité et de structure avec une détermination des coûts sur les écoles élémentaires André Boulloche sise 123 rue de Lausanne à Montpellier et Julie Daubié sise 183 Allé de l'Aqueduc à Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 31 janvier 2012, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise GINGER CEBTP sise 12 rue des Frères Lumière – parc d'activités Clément Ader à Jacou (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 748 précité à l'entreprise GINGER CEBTP pour un montant de 59 899€ HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 90212 Nature : 2031
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 08/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 08/03/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la mise en place d'un plan de lutte contre
les nuisibles dans les établissements scolaires et la
cuisine centrale.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de mettre en place un plan de lutte contre les nuisibles dans les établissements scolaires de la Ville et à la cuisine centrale, dans le cadre de la réglementation d'hygiène et de prévention ;
- Qu' à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 18 janvier 2012, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise ISS HYGIENE ET PREVENTION sise 150 avenue Amédée Bollée – Km Delta à Nîmes (30) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 747 précité à l'entreprise ISS HYGIENE ET PREVENTION pour un montant de 19 755,00 € HT par an renouvelable 2 fois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville
- Section : Fonctionnement Fonctions : 92211,92212 Nature : 6188
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 08/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 09/03/2012

Notifiée le :

**Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'oeuvre
acoustique pour la salle Rockstore**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des marchés publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;
- Vu le dossier de consultation des entreprises relatif au marché public à procédure adaptée « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'oeuvre acoustique pour la salle Rockstore – 1M646 » ;
- Vu les offres reçues dans ce cadre des sociétés GAMBA, ORFEA, ACOUSTB et VENATECH ;
- Vu le rapport d'analyse des offres ;

Considérant :

- Que le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) ;
- Que la ville de Montpellier a acquis ce bâtiment ;
- Qu'actuellement, aucun traitement particulier n'a été observé pour le traitement acoustique de la salle ;
- Qu'une étude acoustique complète doit être réalisée afin de déterminer la totalité des mesures à prendre pour satisfaire la réglementation et les chiffrer ;
- Qu'en conséquence, un marché public a été lancé à procédure adaptée « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'oeuvre acoustique pour la salle Rockstore – 1M646 » ;
- Que quatre sociétés ont présenté une offre. Il s'agit de GAMBA, ORFEA, ACOUSTB et VENATECH ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société GAMBA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1^{er} : L'offre de la société GAMBA – 163 Rue du Colombier, 31670 LABEGE – correspondant à la solution de base + option est retenue, pour un montant total de 17 870 € H.T..

Article 2 : La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville Montpellier – Direction Architecture & Immobilier ; Ligne : 16294 - Nature : 2135 - Fonction : 900020.

Article 3 : Madame le Maire, ou à défaut M. l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 07/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 08/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une insertion presse pour la
Manifestation ZAT 4**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour faire une insertion presse dans leur journal;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 27/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, La Gazette a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à La Gazette pour un montant de 4 640.48 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 07/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/03/2012
Notifiée le :

Assistance téléphonique Autocad - PRODWARE ID

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué aux ressources du patrimoine ;
- Vu le devis de la société PRODWARE ID (réf : SIT-CMARCHAND-080212-17387) du 08.02.12 ;

Considérant :

- Que l'abonnement au centre de souscription Autodesk est arrivé à échéance le 22 février 2012 ;
- Qu'il convient de le renouveler pour un an, à compter du 23 février 2012 jusqu'au 22 février 2013 ;
- Que l'offre de la société PRODWARE ID est satisfaisante ;

Décide en conséquence :

Article 1^{er} : L'offre de la société PRODWARE ID – 75 Voie du TOEC, 31076 TOULOUSE – relative à une assistance téléphonique Autocad est acceptée, pour une durée d'un an à compter du 23 février 2012 et un montant total de 180 € H.T., soit 215,28 € T.T.C..

Article 2 : La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville de Montpellier – Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture : Nature : 2313 / Fonction : 900 201 / Opération : 500 47.

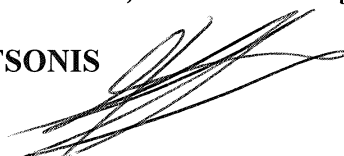
Article 3 : Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec la société PRODWARE ID et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 07/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 08/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'insertions presse pour la campagne
Journée de la Femme**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir plusieurs prestataires pour faire une insertion presse dans leurs journaux;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 13/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, le journal « 20 Minutes » a présenté une offre économiquement avantageuse;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 20/02/2012; et et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, La Gazette a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au journal « 20 Minutes » pour un montant de 1 416.06 € TTC ;
- D'attribuer le marché précité à La Gazette pour un montant de 2 320.24 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'insertions presse pour la
Manifestation ZAT 4**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour faire une insertion presse dans leur journal;
- Qu'à la suite d'une consultation d' une entreprise spécialisée en date du 29/02/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, Midimédia a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Midimédia pour un montant de 5 492.03 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une insertion presse pour la
campagne Brigade Propreté**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour faire une insertion presse dans leur journal;
- Qu'à la suite d'une consultation d'une entreprise spécialisée en date du 09/02/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, « 20 Minutes » a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à « 20 Minutes » pour un montant de 4 248.19 € TTC ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 06/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 07/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché par procédure adaptée pour
une mission de contrôle technique - Conception et
réalisation du groupe scolaire Chengdu**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission de contrôle technique lors de la construction du groupe scolaire Chengdu situé dans le quartier Port Marianne ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 3 janvier 2012 et conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société Qualiconsult sise Parc Club du Millénaire – Bâtiment 18, 1025 rue Henri Becquerel à Montpellier (34) a présenté l'offre répondant le mieux aux critères techniques et financiers demandés ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 789 précité à l'entreprise Qualiconsult pour un montant total du marché de 33 910,00 € HT sur une durée de 36 mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville –
- Section : investissement – Fonction 90212 – Nature 2031 – Programme 2010AP9 – Opération 09D05267
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 09/03/2012

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Réalisation de mobilier support d'écran
interactif**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que dans le cadre du projet Montpellier Ville Numérique, il est nécessaire de faire réaliser un mobilier de support d'écran interactif respectant les critères d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 15 décembre 2011, l'association SUD SIDE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 2M93 précité à l'association SUD SIDE sise 225 avenue des Aygalades – 13015 MARSEILLE, pour un montant de 3 800 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier - Nature 2188 - Fonction 900204.

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/03/2012

Notifiée le :

**Marché de service à procédure adaptée pour
l'entretien du vignoble du Mas Nouguier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté 2011/2178 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, Adjoint délégué,

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à des travaux d'entretien du vignoble de l'Agriparc du Mas Nouguier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, en date du 22 décembre 2011, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise suivante a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville :
 - o EURL ETA NEGRE, sise Mas du Lapin, 314 chemin des Thermes, 34170 Castelnau le lez

Décide en conséquence :

- de confier le marché 1M759 précité à l'entreprise EURL ETA NEGRE, pour un montant minimum de 30 000 € HT et maximum de 70 000 € HT ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le Budget 2012 de la Ville, section fonctionnement 928 et section investissement 908
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 09/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'une exposition sur l'homoparentalité**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour une exposition sur l'homoparentalité;

Qu'à la suite d'une consultation d'une association spécialisée en date du 28/02/2012; et conformément aux articles 28 et 30 du code des Marchés Publics, l'Association AGPL a présenté une offre économiquement avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Association AGPL pour un montant de 1 500 HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, section Fonctionnement, chapitre 920.

Montpellier, le 07/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/03/2012
Notifiée le :

**Direction de la Réussite Educative
Service éducation
Clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer un bon fonctionnement de la régie centrale et de ses sous régies, il convient de scinder la régie d'avances de la régie de recettes des ALSH, et de ce fait, de clôturer la régie d'avances et de recettes pour créer deux régies indépendantes.

Décide en conséquence :

Article 1:

À compter du 05/03/2012, Il est mis fin à la régie d'avances et de recettes de la régie des Centres de Loisirs.

Article 2 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances et de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances et de recettes.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LÉVITA

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :



**Direction de la Réussite Educative,
Service Education
Clôture de la régie d'avances et de la régie de recettes
Centre Astérix**

Post Acte n° 52428

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 02 septembre 1991 relative à la création d'une régie de recettes pour le centre Astérix
- vu la Décision du 06 avril 1993 relative à la création d'une régie d'avances pour le centre Astérix,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 février 2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que les centres de loisirs ont été municipalisés et que pour assurer un fonctionnement homogène des ALSH, il convient de clôturer la régie d'avances et de recettes du centre Astérix afin d'intégrer celui-ci à la régie centrale des ALSH.

Décide en conséquence :

Article 1:

À compter du 05 mars 2012, Il est mis fin à la régie d'avances et de recettes de la régie du centre de loisir Astérix.

Article 2 : Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances et de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances et de recettes.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEMITA

Publiée le : 14/03/2012

Notifiée le :



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0108

Direction de l'Architecture et de l'Immobilier
Modification d'une régie de recettes pour l'exploitation
du parking du nouvel Hôtel de ville de Montpellier
Modification de la régie en régie prolongée et extension
des modes de recouvrement

Post Acte n° 51702.

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu les articles L222-1 et suivant du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant l'exploitation des SPIC, en gestion directe sous forme de régie,
- Vu la Délibération n° 2010/571 du 13 décembre 2010 relative à l'Exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville de Montpellier et à la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière,
- Vu la Décision du 27 septembre 2011, relative à la création de la régie de recettes du parking NHDV pour l'encaissement des droits de stationnement,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 02/02/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour le bon fonctionnement de la régie, il convient de modifier la régie de recettes en régie de recettes prolongées pour l'encaissement des divers produits liés à l'exploitation du parking du nouvel Hôtel de Ville, et ouvrir, par ailleurs, les modes d'encaissement au prélèvement bancaire.

Décide en conséquence :

Article 1:

La régie de Recettes auprès de la Direction de l'Architecture et de l'Immobilier pour l'encaissement des droits de stationnement dans le parking du nouvel Hôtel de Ville est modifiée en régie prolongée.

Article 2 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.

Article 3 :

La régie encaisse les recettes suivantes :

- Droits de stationnement dans le parking,
- Cartes d'abonnement.
- Cautions pour les cartes d'abonnés

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- CB,
- Chèques.
- Virements (virement bancaire et postal, mandat administratif...)
- **Prélèvement automatique**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, factures ou cartes d'abonnement.

Article 5 :

Les autres dispositions restent inchangées.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0109

Post-acte n° 52321

**Direction de la Culture et du Patrimoine
Théâtre Jean Vilar
Décision Modificative régie d'avances et de recettes
Encaissement des recettes pour le compte tiers**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- vu la Décision du 29 décembre 2010 relative à la création d'une régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- vu la décision du 28 novembre 2011 relative à l'élargissement des dépenses autorisés pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 28/02/2012
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que le théâtre Jean Vilar est amené à vendre des billets dans le cadre de manifestations culturelles et festivals pour le compte de tiers, il convient de modifier la régie d'avances et de recettes afin de permettre l'encaissement et le reversement des recettes, pour compte de tiers.

Décide en conséquence :

Que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

Il est institué une régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La Régie est installée dans les locaux du Théâtre, 155 rue de Bologne à Montpellier (34000).

Article 3 : Il est proposé d'élargir les encaissements aux produits issus de la vente des billets pour le compte de tiers.

Ainsi, la régie encaisse les produits suivants :

- Les recettes des spectacles présentés au Théâtre Jean Vilar,
- Les recettes issues de la location du Théâtre.
- **Les recettes pour compte de tiers, issues de la vente des billets pour les manifestations culturelles et festivals, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la ville de Montpellier et ces tiers, qui en fixeront la date.**

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de billets et tickets d'entrée.

Article 5 : Il est proposé d'élargir la nature des dépenses autorisées au reversement des recettes issues de la vente de billets pour le compte de tiers.

Ainsi, la régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses urgentes et de faible montant liées au fonctionnement du théâtre ou générées par les conditions de préparation des spectacles : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, droguerie, frais postaux, timbres fiscaux, nourriture, boissons non alcoolisées.
- Dépenses urgentes et imprévues rendues nécessaires dans le cadre d'un spectacle, sans que ces dépenses puissent être supérieures à 750 €.
- Dépenses de pharmacie.
- Dépenses de défraiements des artistes pour leurs repas.
- Frais de réception, de déplacement, logement et restauration d'invités.
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles.
- **Reversement des recettes pour compte de tiers issues de la vente des billets, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la ville de Montpellier et ces tiers**

Article 6 :

Les dépenses désignées à l'article 5 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Article 7 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.
Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 5.

Article 8 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3, ainsi que le paiement des dépenses désignées à l'article 5.

Article 9 :

La billetterie des spectacles pourra être confiée partiellement à un ou plusieurs mandataires chargés de la vente des billets à Montpellier dans un lieu différent de la régie.

L'intervention du ou des mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 10 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €

Article 11 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 12 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 10 et au minimum une fois par mois.

Article 13 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 14 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance du logiciel AIGLE – Marché
1M733**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée le 8 février 2012 pour la « Maintenance du logiciel AIGLE » conformément à l'article 28.II du code des marchés publics ;
- Que seule la société BUSINESS GEOGRAFIC (filiale de CIRIL) est détentrice des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur les sources de l'outil Aigle et sur ses modules associés ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché négocié 1M733 précité à la société BUSINESS GEOGRAFIC sise 49 avenue Albert Einstein – 69100 VILLEURBANNE, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, à compter du 1^{er} janvier 2012, et un montant annuel estimé à 6 000 € HT révisable selon l'indice Syntec et le nombre de licences supplémentaires.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier - Natures 6156, 6188 – Chapitres 920 et 928, Nature 205 - Chapitres 900 et 908.

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/015

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel de nettoyage

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel de nettoyage pour les services de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M59), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 02/02/2012, la société B.C.P.E. LA NORME, 34130 MAUGUIO a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société B.C.P.E. LA NORME pour un montant total de commandes compris entre 20 000 € HT et 89 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2013.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement fonctionnement de la Ville natures 2188 - 60631 - 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2012
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0119

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de linge pour les crèches

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de linge pour les crèches de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M32), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 23/01/2012, la société GRANJARD, 42360 PANISSIERES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société GRANJARD, pour un montant total de commandes sans minimum et 60 000 € H.T maximum, pour une durée de trois ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, chapitre 906.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2012
Notifiée le :



Théâtre Jean Vilar, saison 2011-2012
Convention d'intervention artistique

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Qu'une des actions culturelles du théâtre Jean Vilar au cours de la saison 2011-2012 consiste en la mise en place d'ateliers de pratique théâtrale, en partenariat avec des compagnies théâtrales ;
- Qu'il convient de formaliser ces conventions d'interventions artistiques ;
- Que, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, ces conventions peuvent être passées sans publicité ni mise en concurrence, compte tenu des circonstances ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'intervention artistique avec la Compagnie l'Astrolabe, pour les ateliers qui se tiendront au théâtre Jean Vilar en mai 2012, pour un montant global de 720.00 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :

CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés

Cie L'Astrolabe

14 rue Dom Vaissette

34000 Montpellier

Siret : / APE :

Licence de spectacle : N°

Représenté par

en qualité de Président, détenteur de la licence
d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des
présentes par le conseil d'administration de l'association.
Ci - après dénommé d'une part " **L' Entrepreneur** "

ET :

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : martine.compan@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,
agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil
Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à
Madame le Maire ci-après désignée par le terme
"l'organisateur", d'autre part

Préambule :

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail. des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par
projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de
pratique théâtrale dans le cadre de La Cour des Arts.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur

Lieu de l'intervention : Théâtre Jean Vilar à Montpellier

Dates de l'intervention : **16, 23 et 25 mai 2012**

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et
l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il
assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises
(AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant
ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la
responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme
de **720 € (15 HEURES X 48 €)**

En toutes lettres : **SEPT CENT VINGT EUROS**

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte
(joindre un RIB)

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

En deux exemplaires

L'Entrepreneur*

L'Organisateur*
La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

()Faire précéder les signatures de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "*

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: nettoyage spécifique des lieux d'exposition**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que les différents lieux d'exposition de la Ville doivent faire l'objet d'un nettoyage spécifique régulier ainsi qu'avant et après chaque vernissage ;
- Qu'en raison de son montant, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (n° 2M123) à l'entreprise ENB nettoyage (M. Ouahid Bouzid), 14 rue Bérenger de Fré dol, 34 270 Saint Mathieu de Tréviers, pour un montant maximum de commandes de 15 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour
l'acquisition d'un logiciel de G.M.A.O. Eclairage
Public**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2178 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Thinès, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'acquisition d'un logiciel de G.M.A.O. Eclairage Public;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16 janvier 2012, l'entreprise IETI, située au 17 bd des Etats-Unis 71000 Mâcon a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°1M692 à l'entreprise IETI pour un montant de 29 460 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire n° 16183 de la Ville (Nature 205, Fonction 908-223).
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché précité et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 13/03/2012

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0125

Théâtre Jean Vilar saison 2011-2012
**Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
et conventions d'interventions artistiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2011-2012 du théâtre Jean Vilar ;
- Que ce programme comporte des conventions d'intervention artistique avec les Compagnies Machine Théâtre et Compagnie de soi, ainsi que la présentation du spectacle *One Day A la Bobitch* les 6, 8 et 9 mars 2012 par la compagnie Microsillon;
- Qu'il convient d'autoriser la signature de ces conventions d'interventions artistiques et contrat de cession qui, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalable, compte tenu des circonstances ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature des conventions d'intervention artistique avec les compagnies Machine Théâtre (720,00 €) et Compagnie de Soi (576,00 € pour la prestation et 218,40 € de défraiements) ;
- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *One Day A la Bobitch* avec la Compagnie Microsillon (4 600,00€ pour la cession et 360,00 € de défraiements) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le


13/03/2012
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/03/2012

Notifiée le :

T H E A T R E
J E A N V I L A R

CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés

Compagnie de Soi

3/5 passage de la Fonderie

75011 Paris

Siret : 489 907 451 000 20

Code APE : 9001 Z

Licence de spectacle : N° 2-1035078

obtenue le 6 mai 2010

Représenté par Leila Dakhli

en qualité de Présidente, détentrice de la licence

d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des

présentes par le conseil d'administration de l'association.

Ci - après dénommé d'une part " L' Entrepreneur "

ET :

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : martine.compan@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,
agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil
Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame
le Maire ci-après désignée par le terme
« L'Organisateur », d'autre part

Préambule :

En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET/DUREE/LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un EXPERT invité pour réaliser une intervention.

Objet : Stage de deux jours

Titre de l'intervention : « le partenariat artistes-enseignants »

Lieu de l'intervention : Théâtre Jean Vilar

Date et durée de l'intervention : lundi 5 et mardi 6 décembre 2011 de 9h30 à 12h30 et de 14h à 17h

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur s'engage à mettre à disposition l'intervenant.

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil des intervenants hors et pendant ses temps d'intervention.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme de 794,4 € soit :

Défraiement repas (tarif syndac) 4 x 17,10 €

Transport 150 €

Prestation 12hx48 €

En toutes lettres : SEPT CENT QUATRE-VINGT QUATORZE EUROS ET QUARANTE CENTIMES

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture (joindre un RIB).



Montpellier mille et une vies

THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier

Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65

<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

Handwritten signature or mark.

1272

**THEATRE
JEAN VILAR**

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.


Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le

en 2 exemplaires

L'Entrepreneur*

lu et approuvé


L'Organisateur*
La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite " Lu et Approuvé "



CONVENTION D'INTERVENTION ARTISTIQUE

Entre les soussignés
Cie Machine Théâtre
5 rue de la Raffinerie
34000 Montpellier

Siret : 44145722300044
APE : 90012
Licence de spectacle : N° 2-1015475
Représenté par Sylvine Dupré
en qualité de Présidente, détentrice de la licence
d'entrepreneur de spectacle, et habilité aux fins des
présentes par le conseil d'administration de l'association.
Ci - après dénommé d'une part " **L' Entrepreneur** "

ET :

La Ville de Montpellier
Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65
Email : martine.compan@ville-montpellier.fr
SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 8411Z
Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742
Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire,
agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil
Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux
délégations consenties par le Conseil Municipal à
Madame le Maire ci-après désignée par le terme
"l'organisateur", d'autre part

Préambule :

*En vertu des articles L. 122-1-1 3° et 762-1 du code du travail. des usages en vigueur dans la profession. Il faut entendre par
projet artistique, la création ou la production directe d'une activité face à un auditoire.*

Il est convenu ce qui suit :

Article I- OBJET / DUREE / LIEU D'EXECUTION

Les parties se sont rapprochées afin d'apporter le concours d'un METTEUR en SCENE invité pour réaliser un projet de
pratique théâtrale dans le cadre de La Cour des Arts.

Objet : intervention artistique, mise en scène et direction d'acteur
Lieu de l'intervention : Théâtre Jean Vilar à Montpellier
Dates de l'intervention : mai 2012

Article II- OBLIGATIONS de L'ENTREPRENEUR de SPECTACLE

L'Entrepreneur mettra à disposition un metteur en scène pour assurer la réalisation de la prestation artistique en public et
l'encadrement artistique du groupe pendant les temps d'intervention, définis précédemment. En sa qualité d'employeur, il
assurera les rémunérations du salarié attaché à la représentation en publique, charges sociales et fiscales comprises
(AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, AFDAS).

Article III- OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'organisateur assumera la mise à disposition du lieu et l'organisation globale de l'accueil de l'intervenant hors et pendant
ses temps d'intervention, y compris le personnel nécessaire à l'accueil et à l'encadrement du groupe dont il assumera la
responsabilité pendant le temps d'intervention du personnel mis à disposition.

Article IV- PRIX / PAIEMENT

L'organisateur s'engage à verser au prestataire en contrepartie du présent contrat sur présentation de facture la somme
de **720 € (15 HEURES X 48 €)**

En toutes lettres : SEPT CENT VINGT EUROS

Le règlement des sommes dues au Prestataire sera effectué dès réception d'une facture par virement sur le compte
(joindre un RIB)



THEATRE JEAN VILAR - 155, rue de Bologne - 34080 Montpellier
Tél : 04 67 40 41 39 - Fax : 04 67 40 28 65
<http://theatrejeanvilar.montpellier.fr>

SD

1274

**THEATRE
JEAN VILAR**

Article VII- ASSURANCES

L'organisateur et l'Entrepreneur déclarent avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à la prestation.

Article IX- ANNULATION

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure. Les intempéries ne peuvent être reconnues cas de force majeure par la loi et la jurisprudence. Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Article X- COMPETENCE JURIDIQUE

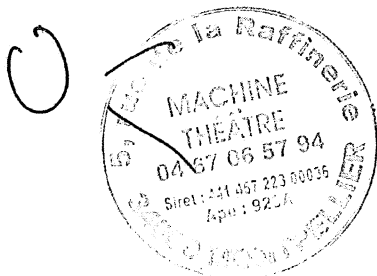
En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (Conciliation, arbitrage, etc.)

Fait à Montpellier, le 03 février 2012

En deux exemplaires

L'Entrepreneur*

lu et approuvé



L'Organisateur*

La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

(*) Faire précéder les signatures de la mention manuscrite "Lu et Approuvé"

THEATRE JEAN VILAR

CONTRAT DE CESSION du droit d'exploitation d'un spectacle

ENTRE LES SOUSSIGNES

Cie MICROSILLON

Adresse : 180 rue du Luxembourg, 30460 Lasalle.

Téléphone : 04 66 85 39 84

Email : cie-microsillon@neuf.fr

SIRET: 490 440 138 00017 / APE : 9001 Z

Licence catégorie 2 : 30.1197

représentée par Dominique Margot en sa qualité de présidente

Désigné ci-après « le Producteur » d'une part,

et

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 751 A

Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme « L'Organisateur ».

d'autre part,

IL EST EXPOSE CE QUI SUIV

Le Producteur dispose du droit de représentation du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et des intervenants nécessaires :

« One Day A la Bobitch »

L' Organisateur s'est assuré de la disposition de la salle suivante :

Théâtre Jean Vilar

dont le Producteur déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques.

En aucun cas, l'Organisateur ne pourra changer le lieu du spectacle sans l'accord écrit du Producteur.

CECI EXPOSÉ IL EST CONCLU CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 – OBJET

Le Producteur cède à l'Organisateur, dans les conditions et pour la durée fixée par le présent contrat, le droit d'exploitation du spectacle précité pour l'organisation de 4 représentations :

Mardi 6 mars 2012 à 20h
Jeudi 8 mars 2012 à 14h30 et 20h
Vendredi 9 mars 2012 à 14h30

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le Producteur fournira le spectacle, d'une durée d'environ 1 heure 10 , entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En qualité d'employeur, il s'engage irrévocablement à régler les rémunérations des personnels attachés au spectacle et toutes les cotisations sociales afférentes : URSSAF, AUDIENS, POLE EMPLOI, CONGES SPECTACLES, ainsi que les éventuelles retenues à la source dues par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France.

Le spectacle comprendra tous les éléments nécessaires à sa présentation - dont le Producteur assurera le transport aller et retour et effectuera les éventuelles formalités douanières ou autres.

Le Producteur fournira:

- la fiche technique (et son programme de montage) ;
- les éléments nécessaires à la publicité du spectacle .
- dans les meilleurs délais et autant que faire se peut préalablement à la signature du présent contrat, une copie des traités particuliers ou généraux conclus dans le cadre de la loi française du 3 juillet 1985 avec les Sociétés d'auteurs, les organismes de perception de droits voisins, les éditeurs... concernant ce spectacle.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'Organisateur fournira le lieu de représentation en ordre de marche, et ce compris le personnel nécessaire aux déchargements, chargements, montages, démontages, services de répétitions, services de représentation. Il assurera en outre le service général du lieu : locations, billetterie encaissement et comptabilité des recettes, accueil du public, service de sécurité...

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de ce personnel. Il aura à sa charge, le cas échéant, les droits d'auteurs (SACD & SACEM) et s'en acquittera auprès des organismes de perception concernés.

En matière de publicité et d'information, l'Organisateur s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le Producteur et observera scrupuleusement les mentions obligatoires suivantes :

- Spectacle co-accueilli avec la Verrerie d'Alès /Pôle National des arts du Cirque Languedoc-Roussillon .
- Soutiens: en diffusion en Languedoc-Roussillon : La verrerie d'Alès/Pôle National des arts du Cirque LR, et à la création : Le Hangar des Mines et le Daki Ling.

ARTICLE 4- PLACES

Le prix des places est fixé par l'Organisateur conformément au tarif qu'il pratique habituellement pour des spectacles du même type.

La capacité de la salle est d'environ 374 places

ARTICLE 5 - MONTANT DE LA CESSION

L'Organisateur s'engage, en contrepartie de la présente cession, à verser au Producteur, sur présentation de facture, la somme de 4960. euros, Quatre mille neuf cent soixante Euros. (Somme non-assujettie à la TVA)

Détail :

Prix de cession H.T /1 150 X 4 = 4 600€

Repas : 10 X 17.10 = 171.00€

Transport : 189€

Hébergement : 0

ARTICLE 6 - REGLEMENT

Le règlement du montant de la cession tel qu'il est défini à l'article 5, sera effectué, sur présentation de facture, par virement administratif à l'ordre de « Cie Microsillon» le 6 mars 2012 au plus tard.

Joindre impérativement un RIB complet.

ARTICLE 7 - MONTAGE – DEMONTAGE - REPETITIONS

Le lieu de représentation sera mis à la disposition du Producteur à partir du 6 mars à 10H00 pour permettre d'effectuer le déchargement, le montage, les réglages et les répétitions.

L'implantation lumières aura été faite .

Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la dernière représentation.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Le Producteur est tenu d'assurer contre tous les risques tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'Organisateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu.

ARTICLE 9 - ENREGISTREMENT- DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de trois minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partielle, du spectacle, devra faire l'objet d'un accord particulier.

ARTICLE 10 - ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait annulé ou suspendu de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure.

Le défaut ou le retrait des droits de présentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour l'inexécution de la clause essentielle de son préambule.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de tout ou partie de ce contrat, les signataires s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation amiable avant de s'en remettre à la compétence des tribunaux du Val d'Oise.

ARTICLE 12 - TRANSPORTS ET DEFRAIEMENTS

Les défraiements et le transport des personnels artistiques et administratifs sont à la charge du Producteur.

ARTICLE 13 - INVITATIONS

L'Organisateur mettra à disposition du Producteur 10 places par soir.

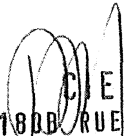
ARTICLE 14 – FICHE TECHNIQUE

La fiche technique est jointe au présent contrat.

Toute modification relative à la fiche technique devra être validée par le directeur technique du Producteur.

Fait à Montpellier le 28 juin 2011
En deux exemplaires

Le Producteur*


E MICROSILLON
1800 RUE DU LUXEMBOURG
30460 LASALLE ☎ 04 66 85 39 84
SIRET: 490 440 138 00017
APE-9001Z LICENCE-30.1197

L'Organisateur*
La ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

* Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et approuvé »

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: location de films pour le cinéma Nestor
Burma**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le fonctionnement du cinéma municipal Nestor Burma implique la location des films auprès des différents distributeurs qui en détiennent les droits de diffusion;
- Que la mise en concurrence de ces distributeurs est manifestement impossible et qu'en conséquence ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (MAPA 2M128) aux différents distributeurs de films présents sur le marché, pour un montant global maximum de 40 000 € HT pour l'année 2012 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le


13/03/2012
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 14/03/2012
Notifiée le :

ASSURANCE



**Sinistre incendie salle Jean FARRE
Acceptation d'indemnité de sinistre**



Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'à la suite du sinistre incendie survenu le 2 novembre 2010 à la salle Jean FARRE, les négociations menées avec l'aide du cabinet GALTIER, expert de la Ville et le cabinet ELEX, expert de la compagnie d'assurance SMACL, ont abouti à une proposition d'indemnité de 327 626,00 euros incluant notamment les honoraires d'expert pour un montant de 17 976,00 euros, en réparation des dommages subis ;
- que cette offre est raisonnable et conforme aux négociations entreprises dans le respect des intérêts de la Ville au vu des dommages subis ;

Décide en conséquence :

- d'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 327 626,00 euros ;
- de signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 13/03/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: conception, graphisme et suivi de la
réalisation de la scénographie de la Comédie du Livre
2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise du 1^{er} au 3 juin 2012 la 27^e édition de la Comédie du Livre, sur l'Esplanade Charles de Gaulle ;
- Que la bonne organisation de cette manifestation exige la mise en place d'une scénographie adaptée ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (mapa 2M46) en date du 26 janvier 2012, conformément aux articles 28 et 30 du Code des Marchés Publics, Mademoiselle Aurélie TORRE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Mademoiselle Aurélie TORRE, 17 rue du Faubourg de la Saunerie, 34000 Montpellier, pour un montant de 17 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 13/03/2012
Notifiée le :

Zone Artistique Temporaire
Programmation 2012, du 7 au 9 avril
Contrats de cession du droit d'exploitation de
spectacles

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier organise du 7 au 9 avril 2012 la quatrième édition de la manifestation ZAT !, zone artistique temporaire, série de manifestations artistiques dans l'espace public ;
- Que la programmation de cette manifestation a été établie par le collectif artistique et le directeur artistique en fonction du thème et du quartier retenus, de la qualité des spectacles proposés et de leur disponibilité au moment de la manifestation ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, ces marchés peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature des contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles joints en annexe avec les compagnies et artistes suivants : Mazalda (10 117.80€ HT), le G. Bistaki (35 906.10 € HT), Annibal et ses éléphants (10 275.00 € HT), Estampe (1 500.00 € HT), le Phun (5 602.00 € HT), la Vaste entreprise (2 000.00 € HT), Compagnie Volpinex (2 300.00 € HT), P2BYM (4 530.00 € HT), le Boustrophédon (4 565.00€ HT), Ciné Musiques Roberto Tricarri (7 302.60€ HT), Odette Louise (3 000.00 €HT), Al (8 286.00 € HT), Cellanova.org (2 000.00 € HT), Eric Pajot (1 804.00 € HT) et Jean-Yves Leloup (2 160.00 € HT);
- De dire qu'un acompte de 30 % du montant de la cession sera versé à la signature du contrat, le solde à l'issue de la manifestation ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 15/03/2012

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 015

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Jean-Yves Leloup - Radiomentale

Régime social des droits d'auteur/Agessa. Affiliation en cours depuis le 1^{er} janvier 2012.

Assujettie à la TVA : ☒ OUI ☐ NON (cocher la bonne case)

Domiciliée à : 16 rue Martel – 75010 Paris

Téléphone :

Email : jyleloup@wanadoo.fr

N° SIRET : 447 643 33900016 Code APE : 923A

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France des créations et spectacles **Dadaïsme et surréalisme ; Looking Glass ; Ghost track ; Vox** qui font l'objet des présentes et pour lesquels il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à leur présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu des créations et spectacles précités.

L'ORGANISATEUR mettra des espaces à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les

conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques des espaces mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, 1 présentation des créations et spectacles intitulés : **Dadaïsme et surréalisme ; Looking Glass ; Ghost track ; Vox**

Dadaïsme et surréalisme : Parc Dioscoride, samedi 7 avril à 22h30 (durée : 45 mn).

Looking Glass : Parc Dioscoride, dimanche 8 avril à 22h45 (durée : 23 mn).

Ghost Track : Place de l'église, samedi 7 et dimanche 8, de 21h à minuit, en boucle (17 mn).

Vox : Église Sainte-Croix, dimanche 8 entre 15h et 22h15, lundi 9 entre 15h et 20h.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira créations et spectacles entièrement montés et assumera la responsabilité artistique de leur présentation.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques des espaces, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité des créations et spectacles qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir les lieux de présentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des présentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque présentation.

Le lieu de présentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives aux représentations. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant l'installation. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Hébergement : **4** nuitées en chambre **single du 6 au 9 avril**, départ le 10 avril

Transports : 2 allers-retours Paris/Montpellier

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **2 278,80 € (DEUX MILLE DEUX CENT SOIXANTE DIX HUIT EUROS ET QUATRE VINGT CENTS)**.

Détail :

Prix de cession : 1 500 €

Hébergement : 304 €

Transports : 356 €

TVA : 118,80 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 42559 – 00003 – 21007627102 - 70

Ouvert à : Crédit Coopératif

Domiciliation : CC Paris Nation

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **683,64** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 595,16** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **vendredi 6 avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la

présentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 016

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Eric Pajot - Radiomentale

Maison des artistes : P 13 83 72

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON (cocher la bonne case)

Domiciliée à : 11 rue des Tournelles – 75004 Paris

Téléphone :

Email : ericpajot66@gmail.com

N° SIRET : 387 682 040 00028 Code APE : 923A

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France des créations et spectacles **Dadaïsme et surréalisme ; Looking Glass ; Ghost track ; Vox** qui font l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à leur présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu des créations et spectacles précités.

L'ORGANISATEUR mettra des espaces à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques des espaces mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **1** présentation des créations et spectacles intitulés : **Dadaïsme et surréalisme ; Looking Glass ; Ghost track ; Vox**

Dadaïsme et surréalisme : Parc Dioscoride, samedi 7 avril à 22h30 (durée : 45 mn).

Looking Glass : Parc Dioscoride, dimanche 8 avril à 22h45 (durée : 23 mn).

Ghost Track : Place de l'église, samedi 7 et dimanche 8, de 21h à minuit, en boucle (17 mn).

Vox : Église Sainte-Croix, dimanche 8 entre 15h et 22h15, lundi 9 entre 15h et 20h.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira créations et spectacles entièrement montés et assumera la responsabilité artistique de leur présentation.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques des espaces, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité des créations et spectacles qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir les lieux de présentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des présentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque présentation.

Le lieu de présentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives aux représentations. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant l'installation. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Hébergement : **4** nuitées en chambre **single du 6 au 9 avril**, départ le 10 avril

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **1 804 € (MILLE HUIT CENT QUATRE EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 1 500 €

Hébergement : 304 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 1820 6001 9456 1579 6800 135

Ouvert à : Crédit Agricole

Domiciliation : CA Ile de France

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **541,20** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 262,80** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **vendredi 6 avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la présentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*

La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 005

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Garniouze Inc. / Le Phun

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par : Pascal Le Brun Cordier en qualité de Président

Assujettie à la TVA : ☒ OUI ☐ NON

Domiciliée à : C/O le Phun – 6 impasse Marcel Paul – 31 170 Tournefeuille

Téléphone : 05.61.07.02.72

Email : garniouze.inc@gmail.com

N° SIRET : : 38164542300041 Code APE : 9001 Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : Catégorie 2 : 1022952 / Catégorie 3 : 1022953

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Rictus**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **3** représentations du spectacle intitulé : **Rictus**

Dates et horaires : **7, 8 et 9 avril 2012 à 17h**

Lieu : **Dans les rues de Celleneuve - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **1h20** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **2 appartements du samedi 7 au lundi 9 avril inclus, départ le 10 avril**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : **4 allers/retours Toulouse/Montpellier**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **5 844,34 € (CINQ MILLE HUIT CENT QUARANTE QUATRE EUROS ET TRENTE QUATRE CENTS).**

Détail :

Prix de cession : 4 580 €

Transport : 150 €

Hébergement : 732 €

TVA : 382,34 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **1 753,31** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **4 091,03** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 10h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*

La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

- *Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

ANNEXE N° 1 Fiche technique

- Matériel fourni par **le Producteur** et transporté par ses soins :

1 ordinateur
1 meuble de bureau
1 système son
Costumes
Accessoires divers

- Matériel fourni par **l'Organisateur** :

Loge et espace de stockage de plein pied pour 2 personnes proche du lieu de départ avec tables, chaises et garnissage. Cet espace sera muni d'une prise de 220 V pour charger les accus.
Du 7 avril 2012 à 10h au 10 avril 2012 à 14h.

- planning technique

Pas d'installation préalable
Déchargement des décors et costumes en loge.
Éventuellement mise en charge des accus 4h avant le spectacle
Présence en loge 2h avant le spectacle

- personnel technique d'accueil nécessaire :

Présence de 2 personnes pour accompagner le public lors de la déambulation selon la dangerosité du parcours.

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

- Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 003

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Cellanova.org

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par : **Michelle St Léger, présidente**

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à : 5 place de l'église – 34 080 Montpellier

Téléphone : 04 67 10 09 69

Email : isi@cellanova.org

N° SIRET : 45136673600010 Code APE : 913 E

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2 – 1025809 et 3 - 1025810

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Zone Tranz@**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités.
L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités

et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **3 représentations du spectacle intitulé : Zone Tranz@**

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 de 15h à 22h et le 9 avril de 15h à 20h30.**

Lieu : **Square Louis Carles - Montpellier**

LE PRODUCTEUR s'engage à proposer, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **des sets d'artistes électroniques montpelliérains.**

Dates et horaires :

Mathias Beyler samedi 7 avril de 18h à 19h

Sylvain Duigou dimanche 8 avril de 18h à 19h

Lugano Fell lundi 9 avril de 18h à 19h

Lieu : **Square Louis Carles - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **2 000 € (DEUX MILLE EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 2 000 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 20041 01009 0830442A030 02

Ouvert à : Centre Financier de Montpellier

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **600 euros** TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 400 euros** TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 013

ENTRE LES SOUSSIGNES :

AI

Juridiquement constituée en **Association ?** - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON (cocher la bonne case)

Domiciliée à :

Téléphone :

Email :

N° SIRET : Code APE :

N° de licences d'entrepreneur de spectacle :

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France de l'installation **Réflexion urbaine** qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu de l'installation précitée.

L'ORGANISATEUR mettra un espace à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, 1 présentation du l'installation intitulée : **Réflexion urbaine**

Dates et horaires : **permanent du 7 au 9 avril 2012**

Lieu : **Place Mansart et Quai Louis Le Vau – Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira l'installation entièrement montée et assumera la responsabilité artistique de la présentation.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité de l'installation qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de présentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des présentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque présentation.

Le lieu de présentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant l'installation. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **8 286 € (HUIT MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SIX EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 8 286 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **2 485,80** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **5 800,20** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **lundi 2 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la présentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 011

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Odette Louise

Juridiquement constituée en **association loi 1901** - Représentée par : Marion Layssac

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à : Montpellier

14 rue Marcellin Albert 34080 Montpellier

Téléphone : 06 16 49 79 46

Email : odettelouise@free.fr

N° SIRET : 49844748100025 Code APE : 9001Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2-1037138 / 3-1036547

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Recettes à danser**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Recettes à danser**

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 à 18h30**

Lieu : **place Renaudel samedi et Esplanade Léo Malet dimanche – Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de 30 mn et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **3 000 € (TROIS MILLE EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 3 000 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 41020002963

Ouvert au : crédit coopératif Montpellier

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **900** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **2 100** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 010

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Cinémusiques

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par : Annie Dumont, secrétaire générale

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à : 3 rue Pavillon – 34 000 Montpellier

Téléphone : 04 67 85 39 63

Email : cinemusiques@orange.fr

N° SIRET : 37886077900032 Code APE : 904Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2 – 18871 d 2 détenue par Annie Dumont

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Ciné concerts** et la création d'un **Ciné junior**, qui font l'objet des présentes et pour lesquels il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à leur présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de la création précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Ciné concerts** et d'**1** représentation de la création d'un **Ciné junior**

Ciné concert

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 à 21h**

Lieu : **parc Dioscoride – Montpellier**

Ciné junior

Dates et horaires : **7 avril 2012 à 20h45**

Lieu : **parc Dioscoride – Montpellier**

Pour la préparation de cette création, LE PRODUCTEUR animera en amont 6 ateliers avec une classe de l'école Marie Pape-Carpantier à Celleneuve (Montpellier)

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté **d'une durée de 10 mn pour la création Ciné Junior et 1h30 chaque représentation** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens pour 4 personnes les 7 et 8 avril 2012 au catering mis en place par l'ORGANISATEUR, ainsi que 6 repas de midi pour les 6 jours d'ateliers de création ciné junior de Roberto Tricari au tarif SYNDEAC en vigueur (17,10 € le repas)

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **7 302,60 € (SEPT MILLE TROIS CENT DEUX EUROS ET SOIXANTE CENTS)**.

Détail :

Prix de cession du Ciné concert : 3 900 €

Prix des ateliers : 3 300 €

Repas durant les ateliers : 102,60 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **2 190,78** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **5 111,82** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **vendredi 6 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile. Le lieu de spectacle devra être gardé jour et nuit, y compris pendant les entreposages exécutés entre deux représentations.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

Il est précisé que la pluie ou le mauvais temps ne constituent pas un cas de force majeure. En cas de manifestation en plein air, l'organisateur se doit de prévoir une salle couverte de repli. En cas d'impossibilité, le concert sera d'un commun accord programmé à une date ultérieure, les frais de déplacements et de défraiements étant dus une nouvelle fois.

Au cas où cette dernière clause rencontrerait une impossibilité, le prix de vente global et tous les frais resteront dus à CINEMUSIQUES.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

* Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

N°2012 / 009

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Boustrophédon

Juridiquement constituée en **association ?** - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à :

Téléphone :

Email :

N° SIRET : Code APE :

N° de licences d'entrepreneur de spectacle :

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Camélia et son pianiste**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de

spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **6** représentations du spectacle intitulé : **Camélia et son pianiste**

Dates et horaires : **7, 8 et 9 avril 2012 à 15h30 et 17h30**

Lieu : **parc Dioscoride – Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de 20 mn et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **1 appartement club pour 3 personnes du samedi 7 au dimanche 8 avril inclus, départ le lundi 9 avril**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : **3 allers/retours Lodève/Montpellier/Toulouse**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **4 218,98 € (QUATRE MILLE DEUX CENT DIX HUIT EUROS ET QUATRE VINGT DIX HUIT CENTS)**.

Détail :

Prix de cession : 3 600 €

Transport : 226,38 €

Hébergement : 290 €

Repas sur le trajet : 102,60 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **1 265,70** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **2 953,28** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Le / La président(e)

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 008

ENTRE LES SOUSSIGNES :

P2BYM

Juridiquement constituée en **association ?** - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à :

Téléphone :

Email :

N° SIRET : Code APE :

N° de licences d'entrepreneur de spectacle :

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Soto – Tryptique en espace public**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de

spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **8 représentations** du spectacle intitulé : **Soto – Tryptique en espace public**

Odan-Hodo :

Dates et horaires : **7, 8 et 9 avril 2012 à 15h30**

Lieu : **sur le passage piéton route de Lodève – Montpellier**

Shuten :

Dates et horaires : **7, 8 et 9 avril 2012 à 17h45**

Lieu : **Arrêt de tram Celleneuve - Montpellier**

Akari Ni :

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 à 20h20**

Lieu : **sous un réverbère allée Simon de Brosse - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **1 appartement club pour 3 personnes du vendredi 6 au lundi 9 avril inclus, départ le mardi 10 avril**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : **3 allers/retours Marseille/Montpellier**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **4 530 € (QUATRE MILLE CINQ CENT TRENTE EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 3 800 €

Transport : 150 €

Hébergement : 580 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **1 359** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **3 171** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 10h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le2012

LE PRODUCTEUR*

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Le / La président(e)

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 007

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Cie Volpinex

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par : Florence Finck

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à : 1 avenue Joseph Reboul – 34920 Le Crès

Téléphone : 06 16 26 14 79

Email : contact@volpinex.com

N° SIRET : 52763463800011 Code APE : 9001Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2-1038371

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Bang !**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de

spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Bang !**

Dates et horaires : **8 et 9 avril 2012 à 16h15**

Lieu : **Dans la Maison pour tous Marie Curie - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **1h** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **2 300 € (DEUX MILLE TROIS CENT EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 2 300 €

Association non assujettie à la TVA

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 42559 00034 41020017724 76

Ouvert à : Compagnie Volpinex Crédit Coopératif de Montpellier

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **390 euros** TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 610 euros** TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **dimanche 8 avril 2012 à 10h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 006

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Vaste Entreprise

Juridiquement constituée en **association (loi 1901)**

Représentée par **Sabrina Guarrera**, en qualité de présidente et titulaire des licences,

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ **NON**

Domiciliée à : **1 rue Duval Jouve - 34000 Montpellier**

Téléphone : 06 63 59 24 40

Email : contact@lavasteentreprise.org

N°SIRET : 501 519 250 000 28 / APE : 9001Z

Licences n°: 2-1043088 et 3-1043089 (validité 2 mars 2014)

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **La Mastication des morts**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **La mastication des morts**

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 à 22h30**

Lieu : **Dans la rue du tour de l'église - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **1h** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **2 000 € (DEUX MILLE EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 2 000 €

Association non assujettie à la TVA

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **600** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 400** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*

La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 012

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ESTAMPE

Juridiquement constituée en **Association** - Représentée par : MARC GINOT

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON (cocher la bonne case)

Domiciliée à :

34 BD RENOUVIER

34000 MONTPELLIER

Téléphone : 04 67 56 35 12

Email : dimone@dimonelesite.com

N° SIRET : 442 118147 00028 Code APE : 9001Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 341068

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle ???, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.
L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.
LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **1** représentation du spectacle intitulé : **???**

Dates et horaires : **permanent du 7 au 9 avril 2012**

Lieu : **Celleneuve – Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **3 mn** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au

service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **1 500 € (MILLE CINQ CENT EUROS)**.

Détail :

Prix de cession : 1 500 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **450** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **1 050** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 001

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Annibal et ses éléphants

Juridiquement constituée en *association* - Représentée par : **Mr Jean-Yves TOUBLANC, président**

Assujettie à la TVA : ☒ OUI ☐ NON taux : 7%

Domiciliée à : 24 rue Bouin 92700 COLOMBES

Téléphone : 01 41 19 08 88

Email : bernadette.baratier@annibal-lacave.com

N° SIRET : 385 094 073 00041 Code APE : 9001Z

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 2-1043751 attribuée à Nathalie Sauvage

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès-qualité* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle suivant **Le film du dimanche soir** qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle précité.

L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités

ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve

et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Le film du dimanche soir**
Dates et horaires : **7 et 8 avril à 21h**
Lieu : **Esplanade Léo Malet - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle d'une durée d'environ **1h30** entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **3 twin et 2 single du vendredi 6 au dimanche 8 avril inclus, départ le lundi 9 avril**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : 8 allers/retours **Colombes/Montpellier**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **10 994,25 € (DIX MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS ET VINGT CINQ CENTS).**

Détail :

Prix de cession : 7 500 €

Transport : 1 500 €

Hébergement : 1 275 €

TVA : 719,25 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 42 559 21026460609 42

Ouvert à : BFCC

Agence : Crédit Coopératif Paris – Agence Courcelles

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **3 298,28 euros TTC**
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **7 695,97 euros TTC**

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **samedi 7 avril 2012 à 9h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

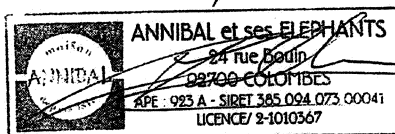
A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Le / La président(e)

lu et approuvé



Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

* Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 002

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le G. Bistaki / Acolytes

Juridiquement constituée en **association** - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☐ OUI ☒ NON

Domiciliée à : La Grainerie – 61 rue St Jean – 31 130 Balma

Téléphone : 05 61 24 62 45

Email : contact@acolytes.asso.fr

N° SIRET : Code APE :

N° de licences d'entrepreneur de spectacle :

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Cooperatzia Le Village** comprenant un spectacle, **Cooperatzia**, et une installation, **Cooperatzia Museal**, qui font l'objet des présentes et pour lesquels il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à leur présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités.
L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités

et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Cooperatzia**

Dates et horaires : **7 et 8 avril à 20h30**

Lieu : **Déambulateur puis final sur le parking Simon Vouet - Montpellier**

LE PRODUCTEUR s'engage à proposer, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **des visites guidées** de l'installation intitulée : **Cooperatzia Museal**

Dates et horaires : **7, 8 et 9 avril 2012 de 14h à 16h**

Lieu : **Place Mansart - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle d'une durée d'environ **1h10** entièrement monté et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

LE PRODUCTEUR assurera des visites de l'installation d'une durée d'environ **20 minutes** et en assumera la responsabilité artistique.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle.**

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **5 single + 1 triple le 1^{er} avril et 8 single du 2 au 9 avril inclus, départ le 10 avril. Ainsi qu'1 single les 7 et 8 avril, départ le 9 avril.**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : 9 allers/retours **Balma/Montpellier (pour les repérages et pour les représentations)**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **35 906,10 € (TRENTE CINQ MILLE NEUF CENT SIX EUROS ET DIX CENTS).**

Détail :

Prix de cession : 26 000 €

Transport : 2 319 €

Hébergement : 4 195,90 €

Ateliers avec l'école de cirque Balthazar et frais associés ; repérages : 3 391,20 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° : 42 559 21026460609 42

Ouvert à : BFCC
Agence : Crédit Coopératif Paris – Agence Courcelles

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **10 771,83** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **25 134,27** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Francis Ponge, 34064 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **dimanche 1^{er} avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le.....2012

LE PRODUCTEUR*

Le / La président(e)

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

« ZAT ! # 4 – Zone Artistique Temporaire – Celleneuve »
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle
N°2012 / 004

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Mazalda

Juridiquement constituée en **association ?** - Représentée par :

Assujettie à la TVA : ☒ OUI ☐ NON

Domiciliée à :

Téléphone :

Email :

N° SIRET : Code APE :

N° de licences d'entrepreneur de spectacle :

Ci-après désignée par le terme « le PRODUCTEUR »,

D'une part,

ET

La Ville de Montpellier

Téléphone : 04 67 34 88 89 Fax : 04 67 34 88 90

Email : laure.bouty@ville-montpellier.fr

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 751 A

N° de licences d'entrepreneur de spectacle : 1-1030066 et 3-1027742

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire, ci-après désignée par le terme « l'ORGANISATEUR »,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Ville de Montpellier s'est donné pour mission de faire évoluer le dispositif culturel qu'elle propose dans l'espace public en élargissant sa réflexion à une offre globale qu'elle souhaite mettre en action en s'appuyant sur un nouveau rapport à l'espace temps et sur un plus grand investissement artistique de l'espace public.

Pour ce faire, elle a créé « ZAT ! Zone Artistique Temporaire », une manifestation culturelle gratuite et accessible à tous permettant, par l'intermédiaire de l'art et des artistes, de toucher de nouveaux publics et de découvrir et de vivre la ville autrement.

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

LE PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France du spectacle **Turbo clap station**, qui fait l'objet des présentes et pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et intervenants nécessaires à sa présentation au public.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le contenu du spectacle et de l'installation précités. L'ORGANISATEUR mettra un espace de spectacle à la disposition du PRODUCTEUR selon les modalités et les conditions ci-après définies.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques de l'espace de spectacle mis à sa disposition.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

LE PRODUCTEUR s'engage à donner, selon les conditions ci-après définies et dans le cadre du présent contrat d'exploitation du spectacle, **2 représentations** du spectacle intitulé : **Turbo clap station**

Dates et horaires : **7 et 8 avril 2012 à 22h**

Lieu : **Place Mansart - Montpellier**

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté d'une durée de **2h** et assumera la responsabilité artistique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations – charges sociales et fiscales comprises (Audiens, Assedic, URSSAF, Congés Spectacles, AFDAS, etc.) – de son personnel attaché au spectacle, suivant la législation française. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utiles, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

LE PRODUCTEUR fournira tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques nécessaires à la représentation du spectacle autres que ceux éventuellement mis à la charge de l'ORGANISATEUR par le présent contrat.

Le PRODUCTEUR prendra en charge les transports aller/retour de tous les éléments de décors, costumes, meubles et accessoires et effectuera les éventuelles formalités douanières dont il supportera le coût.

Le PRODUCTEUR fournira en annexe au présent contrat un avenant précisant les conditions techniques générales prévisionnelles. Il déclare avoir pris connaissance des caractéristiques techniques de l'espace de spectacle, et devra signaler à l'ORGANISATEUR les risques qu'il peut raisonnablement déceler, en sa qualité d'homme d'art, dans les conditions de déroulement de la manifestation dans les bâtiments, matériels et équipements mis à sa disposition.

Le PRODUCTEUR sera tenu de se conformer aux instructions données par l'ORGANISATEUR et ses représentants.

Le PRODUCTEUR s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité du spectacle qu'il fournit.

Si le PRODUCTEUR estimait nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux que l'ORGANISATEUR met à sa disposition, il devrait lui-même, à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement.

Le PRODUCTEUR fournira les éléments nécessaires à la publicité du spectacle et notamment **des visuels en haute définition et un texte sur le spectacle**.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à fournir le lieu de représentation en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et au rechargement, au montage et au démontage, et au service des représentations. Il en garantit la conformité avec les règles de sécurité et de salubrité. Il assurera en outre le service général du lieu à chaque représentation.

Le lieu de représentation ne pourra être modifié par l'ORGANISATEUR sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ce que le nombre de spectateurs admis dans ce lieu soit strictement inférieur aux quotas définis dans les prescriptions de sécurité déterminées par la commission de sécurité compétente.

D'une manière générale, il s'engage à respecter et/ou à faire respecter la législation en vigueur relative à la sécurité.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des éventuelles autorisations administratives relatives à la représentation. Il communiquera au PRODUCTEUR lesdites autorisations avant le spectacle. Il s'assurera, par ailleurs, de la mise en place des services de secours médical, d'aménagement de la circulation automobile.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et l'obtention des autorisations administratives relatives à la mise en place d'un service de sécurité et/ou de gardiennage du matériel technique et/ou des œuvres.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les déclarations auprès des sociétés d'auteurs – SACEM et/ou SACD – ainsi que le règlement des droits correspondants. Il assumera les mêmes obligations, le cas échéant, en matière de droits voisins.

En matière de publicité et d'information, l'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR et observera scrupuleusement les mentions obligatoires.

ARTICLE 4 – HÉBERGEMENT, RESTAURATION, TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Hébergement : **4 twin et 1 single du vendredi 6 au dimanche 8 avril inclus, départ le lundi 9 avril**

Restauration : 2 repas quotidiens au catering mis en place par l'ORGANISATEUR

Transports : **9 allers/retours Neyrieu/Montpellier**

Frais divers : **18 repas sur les trajets allers/retours**

Tous les frais seront inclus dans le prix du présent contrat de cession.

ARTICLE 5 – PRIX

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, la somme TTC de **10 793,95 € (DIX MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT EUROS ET QUATRE VINGT QUINZE CENTS).**

Détail :

Prix de cession : 7 200 €

Transport : 1 260 €

Hébergement : 1 320 €

Restauration sur les trajets : 307,80 €

TVA : 706,15 €

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE PAIEMENT

L'ORGANISATEUR effectuera le règlement des sommes prévues à l'article 5 par mandat administratif sur le compte n° :

Ouvert à :

Le paiement s'effectuera en deux versements :

- 1) **23 mars 2012** mandatement d'un acompte de 30 % soit **3 238,19** euros TTC
- 2) **30 avril 2012** mandatement du solde soit **7 555,76** euros TTC

LE PRODUCTEUR adressera une facture du montant TTC de la cession, après la manifestation, à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine, 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2.

Elle sera accompagnée du bon de commande préalablement transmis par L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 7 – MONTAGE – DÉMONTAGE

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu du spectacle à la disposition du PRODUCTEUR à partir du **vendredi 6 avril 2012 à 14h** afin de lui permettre de procéder aux repérages, montage et réglages pour la représentation, selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR. Le démontage et le rechargement seront effectués après la représentation selon un planning coordonné par l'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer tout objet lui appartenant, à lui ou à son personnel contre tous les risques pouvant subvenir à l'occasion des transports et entreposages exécutés entre deux représentations. Il déclare en outre avoir souscrit toutes les assurances nécessaires à ses dispositifs techniques (voltiges, pyrotechnie...) et devra pouvoir justifier de cette souscription à la première demande de l'ORGANISATEUR.

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu, notamment en matière de Responsabilité Civile.

ARTICLE 10 – ENREGISTREMENT – DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques ou télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, tout enregistrement ou diffusion, même partiel, des représentations objet du présent contrat, nécessitera un accord particulier entre LE PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 11 – ANNULATION DU CONTRAT

En cas de force majeure ou cas fortuit empêchant l'une des parties d'exécuter les obligations mises à sa charge en vertu du présent contrat, celui-ci sera résolu de plein droit et sans formalité. Conformément à l'article 1148 du Code Civil, aucun dommage et intérêt ne sera versé à l'autre partie dans cette hypothèse.

En cas d'intempéries ou de conditions de sécurité non satisfaisantes, le PRODUCTEUR se réserve le droit d'annuler, de suspendre ou d'interrompre la représentation sans que le présent contrat, ni aucune de ses clauses, ne soit remis en cause.

En cas d'interruption ou d'annulation, les modalités d'une éventuelle reprise ou d'un report seront alors négociées entre l'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînera, pour la partie défaillante, l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 12 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

ARTICLE 13 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.

Fait en 3 exemplaires

A Montpellier, le2012

LE PRODUCTEUR*

L'ORGANISATEUR*
La Ville de Montpellier

Le / La président(e)

Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Philippe Saurel

** Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*



Montpellier mille et une vies

Maître d'ouvrage : Direction Réussite Educative de la Jeunesse et Sports

Conduite d'opération : Direction Architecture et Immobilier



PROJET D'AVENANT N°1

Groupe scolaire Ludwig Van Beethoven (les Grisettes)

Marché de Contrôle technique

N° 0 M 1051

MAPA 819 / 357 / 10

1. IDENTIFICATION DU MARCHÉ.....	3
2. OBJET DE L'AVENANT	3
3. PRECISIONS SUR LE PHASAGE DE L'OPERATION	4
4. MODIFICATION DELAIS.....	4
5. APPROBATION DE L'ENVELOPPE BUDGETAIRE.....	5
6. AUTRES CLAUSES DU MARCHÉ – RENONCIATION A RECLAMATION	5
7. SIGNATURE DU TITULAIRE.....	5
ANNEXE N°1 : NOUVELLE REPARTITION DES HONORAIRES PAR PHASES	6
ANNEXE N°2 : REPARTITION INITIALE DES HONORAIRES.....	8
ANNEXE N°3 : PLANNING.....	10

1. Identification du marché

Maîtrise d'ouvrage :

Ville de Montpellier
1 place Francis Ponge
34064 Montpellier Cedex 2

Titulaire du marché objet du présent avenant :

Bureau VERITAS
Immeuble l'Optimum
541, rue Denis PAPIN
34 070 - MONTPELLIER

Missions du marché initial :

Les missions confiées au contrôleur technique concernent les natures d'aléas suivantes :

RISI : assistance à la rédaction du rapport initial de sécurité incendie

RAC : assistance à la rédaction du rapport initial d'accessibilité

RICT : rédaction du rapport initial du contrôle technique

LP : mission relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables

SEI : mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

HAND : mission relative à l'accessibilité des constructions pour les handicapés

ATT Hand : attestation finale relative à l'accessibilité des locaux

PV : récolement des procès-verbaux d'essais

Ainsi que les visites initiales de contrôle électrique, conformité électrique et gaz après travaux et remise du rapport final.

La mission inclut aussi le contrôle technique de la production d'énergie renouvelable (installation d'équipement photovoltaïque intégrée et raccordement éventuel au réseau de chaleur).

Montant initial du marché :

Le montant global du marché s'élève à 37 940 € HT

Date du marché :

Rendu exécutoire par Décision n° 2010 / 0544 transmise en Préfecture de l'Hérault le 11/01/2010.

2. Objet de l'avenant

Le présent avenant n° 1 a pour objet :

1. De préciser le phasage de l'opération,
2. D'ajuster le calendrier prévisionnel d'exécution des études et travaux
3. De repartir les coûts des prestations selon le nouveau phasage.

3. Précisions sur le phasage de l'opération

Le quartier de Poutingon connaît aujourd'hui une véritable pression démographique due notamment à la création de la ZAC des Grisettes. Par ailleurs l'école existante a été détruite par un incendie en décembre 2009, obligeant la Ville à héberger provisoirement les élèves dans les locaux de l'école de la ZAC Ovalie.

Par ailleurs, compte tenu de la géométrie du bâtiment et de l'étude économique réalisée, il est plus opportun pour le maître d'ouvrage en terme économique et d'organisation des travaux, de construire d'un seul tenant le clos couvert de l'ensemble du bâtiment principal.

C'est pourquoi le maître d'ouvrage souhaite pouvoir modifier le phasage et le planning de livraison de la façon suivante :

PHASAGE :

Nouveau phasage	Ancien phasage
Tranche ferme Zone 1	Ex-Tranche ferme Création de 5 classes maternelles et locaux annexes Création d'un 1 ^{er} restaurant et locaux périscolaires
Tranche ferme Zone 2	Ex-Tranche conditionnelle 1 Création de 5 classes élémentaires et locaux annexes Création d'un 2 ^{ème} restaurant Ex-Tranche conditionnelle 2 Clos et couvert des 3 classes élémentaires
Tranche conditionnelle 1	Ex-Tranche conditionnelle 2 Aménagement de 3 classes élémentaires
Tranche conditionnelle 2	Ex-Tranche conditionnelle 3 Création de 2 classes élémentaires modulaires

LIVRAISON :

Nouveau phasage	Consultation	Livraison
Tranche ferme Zone 1	Appel d'offres n°1	Février 2013
Tranche ferme Zone 2		Septembre 2013
Tranche conditionnelle 1		Septembre 2014
Tranche conditionnelle 2	Appel d'offres n°2	Septembre 2015

4. Modification délais

Suite à la réception de l'APD, le planning initial a été modifié comme suit :

Eléments de mission	Date de démarrage Etudes	Délais.	Date de remise de la Phase	Fin délai Validation
<u>APS</u>	02/11/2010	7 semaines	23/12/2010	14/01/2011
<u>APD</u>	17/01/2011	11 semaines	31/03/2011	21/04/2011
<u>PRO 1</u>	22/04/2011	8 semaines	17/06/2011	01/07/2011
<u>DCE (AO 1)</u>	04/07/2011	3 semaines	22/07/2011	
<u>PRO 2</u>	01/04/ 2014	8 semaines	15/06/2014	
<u>DCE (AO 2)</u>	01/07/2014	3 semaines	21/07/2014	

Les dates de livraison de chaque tranche sont rappelées dans le chapitre 3 du présent document.

Le nouveau planning chantier détaillé est joint en annexe.

5. Approbation de l'enveloppe budgétaire

L'enveloppe financière affectée aux travaux est maintenue.

6. Autres clauses du marché – renonciation à réclamation

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant et ses annexes lesquelles dispositions prévalent en cas de contradiction.

Toutes les parties renoncent à toute réclamation fondée sur les éléments du présent avenant ou sur le fait même de la modification des engagements des parties par la passation de cet avenant.

7. Signature du titulaire

Le Bureau de contrôle

A Montpellier

Le 15/12/11

BUREAU VERITAS
SERVICE B.T.P.

Immeuble l'Optimum
Z.A.C. Blaise Pascal 451, Rue Denis Papin
34000 MONTPELLIER
Tél. 04 99 52 32 52 - Fax 04 99 52 32 50

La Personne responsable du marché
ou le représentant de la collectivité
ou de l'établissement compétent pour signer le marché

ANNEXE n°1 : Nouvelle répartition des honoraires par phases

PHASE 1	MONTANT H.T.
Missions sur la conception de l'ensemble du projet (déjà payé)	6140
Missions sur la conception de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle 1	3300
Missions sur l'exécution de la tranche ferme	22980
Mission sur l'exécution de la tranche conditionnelle 1	3490
TOTAL DES PRESTATIONS DE LA PHASE 1 EN EUROS HT	35910
PHASE 2	
Missions sur la conception de la tranche conditionnelle 2	440
Mission sur l'exécution de la tranche conditionnelle 2	1590
TOTAL DES PRESTATIONS DE LA PHASE 2 EN EUROS HT	2030
TOTAL DES PRESTATIONS DES PHASES 1 ET 2 EN EUROS HT	37940

PHASE EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION	PHASE 1		PHASE 2	9 880
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle 1	Tranche conditionnelle 2	
- élaboration de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;	1 340 Payé			1 340
- examen des rapports d'étude des sols ;	560 Payé			560
- examen des avant-projets sommaires et définitifs ;	2 120 Payé			2 120
- examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique	1 560 Payé			1 560
- participation aux réunions de mises au point techniques.	3 300		440	3 740
- examen de la production d'énergie renouvelable.	560 Payé			560
PHASE EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION	PHASE 1		PHASE 2	7 540
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle 1	Tranche conditionnelle 2	
- examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;	3 800	400	280	4 480
- examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle	600	200	140	940
- participation à des réunions de mises au point techniques	1 100	300	160	1 560
- examen de la production d'énergie renouvelable.	560	/	/	560
PHASE EXAMEN SUR CHANTIER DES OUVRAGES ET ELEMENTS D'EQUIPEMENTS SOUMIS AU CONTROLE	PHASE 1		PHASE 2	14 580
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle 1	Tranche conditionnelle 2	
- examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;	1 100	300	160	1 560
- examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, y compris équipements d'énergie renouvelable ;	5 000	450	250	5 700
- participation aux rendez-vous de chantier.	6 400	600	320	7 320
PHASE PREALABLE A LA RECEPTION	PHASE 1		PHASE 2	5 940
	Tranche ferme	Tranche conditionnelle 1	Tranche conditionnelle 2	
- établissement du rapport final de contrôle technique.	3 500	800	200	4 500
- remise de document relatif à la production d'énergie renouvelable.	800	360	/	1 160
- assistance à la visite de la commission de sécurité.	120	80	80	280
TOTAL DES PRESTATIONS DES PHASES 1 ET 2 EN EUROS HT	PHASE 1		PHASE 2	37 940
	35 910		2030	

ANNEXE n°2 : Répartition Initiale des honoraires

MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE LORS DE LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DU GROUPE SCOLAIRE DES GRISSETTES

L'ensemble des prestations sera rémunéré par application d'un prix global forfaitaire égal à :

pour la solution de base :

- Montant hors taxe : 37 940,00 Euros
- TVA (taux de 19,6 %) : 7 436,24 Euros
- Montant TTC : 45 376,24 Euros
- Soit en lettres : Quarante-cinq mille trois cent soixante-seize euros et vingt quatre centimes TTC

	TF travaux	TC1 travaux	TC2 travaux	TC3 travaux
APS APD PC	Sur l'ensemble du projet			
PRO/DCE	Tranche ferme et conditionnelle 1		Tranches conditionnelles 2 et 3	
ACT				
VISA				
DEI				
OPC				
AOR				
	Exécution de la tranche ferme	Exécution de la tranche conditionnelle 1	Exécution tranche conditionnelle 2	Exécution tranche conditionnelle 3

PHASE 1	MONTANT H.T.
Missions sur la conception de l'ensemble du projet	<u>3 240,00</u>
Missions sur la conception de la tranche ferme et de la tranche conditionnelle 1	<u>3 180,00</u>
Missions sur l'exécution de la tranche ferme	<u>10 000,00</u>
Mission sur l'exécution de la tranche conditionnelle 1	<u>6 360,00</u>
TOTAL DES PRESTATIONS DE LA PHASE 1	<u>22 780,00</u>
PHASE 2	
Missions sur la conception de la tranche conditionnelle 2	<u>1 730,00</u>
Mission sur l'exécution de la tranche conditionnelle 2	<u>6 850,00</u>
Missions sur la conception de la tranche conditionnelle 3	<u>1 730,00</u>
Mission sur l'exécution de la tranche conditionnelle 3	<u>4 850,00</u>
TOTAL DES PRESTATIONS DE LA PHASE 2	<u>15 160,00</u>

TOTAL DES PRESTATIONS DES PHASES 1 ET 2	<u>37 940,00</u>
--	-------------------------

Aucune variante ni option n'est autorisée.

**MISSIONS DE CONTRÔLE TECHNIQUE LORS DE LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION DE
GROUPE SOLAIRE LES GRISSETES**

Tableau 2: Décomposition du prix global et forfaitaire pour l'ensemble de l'opération

PHASE EXAMEN DES DOCUMENTS DE CONCEPTION :	MONTANT H.T.
- élaboration de la notice de sécurité prévue par la réglementation relative aux établissements recevant du public ;	1 340,00
- examen des rapports d'étude des sols ;	560,00
- examen des avant-projets sommaires et définitifs ;	2 120,00
- examen des documents techniques du projet en vue de l'établissement du rapport initial de contrôle technique	1 560,00
- participation aux réunions de mises au point techniques.	3 740,00
- examen de la production d'énergie renouvelable.	560,00
PHASE EXAMEN DES DOCUMENTS D'EXECUTION :	
- examen des documents relatifs aux ouvrages soumis au contrôle ;	4 480,00
- examen des documents relatifs aux éléments d'équipement soumis au contrôle	940,00
- participation à des réunions de mises au point techniques	1 560,00
- examen de la production d'énergie renouvelable.	560,00
PHASE EXAMEN SUR CHANTIER DES OUVRAGES ET ELEMENTS D'EQUIPEMENTS SOUMIS AU CONTRÔLE :	
- examen des documents formalisant les résultats des vérifications techniques effectuées par les constructeurs pour les ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle ;	1 560,00
- examen visuel à l'occasion de visites ponctuelles de chantier des ouvrages et éléments d'équipements soumis au contrôle, y compris équipements d'énergie renouvelable ;	5 700,00
- participation aux rendez-vous de chantier.	7 320,00
PHASE PREALABLE A LA RECEPTION :	
- établissement du rapport final de contrôle technique.	4 500,00
- remise de document relatif à la production d'énergie renouvelable.	1 160,00
- assistance à la visite de la commission de sécurité.	280,00
PHASE EXAMEN DES TRAVAUX EFFECTUES PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT :	
- examen des ouvrages et éléments d'équipement ayant été soumis au contrôle et qui font l'objet de travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.	—
TOTAL DES PRESTATIONS DES PHASES 1 ET 2	37 940,00
EN EUROS HT	

EN